

A11R45
E881
2002/03
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

*DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE*

ET QUESTIONS SPÉCIFIQUES

*DOSSIER DE LA
RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC*

Ensemble
au fil des ans



Québec 
Régie des rentes

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DOSSIER DE LA RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

Questions générales

1. Organigramme de la Régie des rentes du Québec
2. Liste des publications – 2001-2002
3. Voyages hors-Québec réalisés entre le 1^{er} avril 2001 et le 31 mars 2002
4. Dépenses en publicité – RRQ – PF – RCR
5. Liste des sondages – 2001-2002 – RRQ - PF
6. Études commandées en 2001-2002 à la demande de la Régie des rentes du Québec
7. Liste des contrats attribués en 2001-2002 à des firmes de communication, de recherche et de relations publiques
8. Contrats de moins de 25 000 \$ octroyés en 2002 par la Régie des rentes du Québec
9. Suppléments à des contrats en 2001-2002
10. Dépenses totales pour l'année 2001-2002 des dépenses de téléphonie, de frais de déplacement, de mobilier de bureau et de fournitures
11. Liste des véhicules fournis par la Régie des rentes du Québec
12. Nombre et répartition du personnel
13. Sera répondue par le Conseil du trésor
14. Congés de maladie, temps supplémentaires et vacances en 2001-2002
15. Nombre d'effectifs
16. Liste des baux pour les espaces loués par la Société immobilière du Québec
17. Firmes qui louent des espaces à la Régie des rentes du Québec en 2001-2002 à part la Société immobilière du Québec
18. Sera répondue par le Cabinet du ministre
19. Liste des sommes versées en 2001-2002 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministère ou de l'organisme
20. Crédits périmés pour l'exercice 2001-2002 (3 fiches)
21. Ventilation détaillé des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral en 2001-2002
22. Sera répondue par le Conseil du trésor
23. Sera répondue par le Conseil du trésor
24. Sera répondue par le Conseil du trésor
25. Sera répondue par le Conseil du trésor
26. Sans objet
27. Liste détaillée du matériel informatique
28. Sera répondue par le Conseil du trésor
29. Sera répondue par le Conseil du trésor
30. Sera répondue par le Conseil du trésor
31. Ces données ont été fournies par les années antérieures
32. Liste de tous les abonnements de la Régie des rentes
33. Site Internet
34. Sera répondue par le Secrétariat à la Jeunesse
35. Sera répondue par le ministère des Relations internationales
36. Sera répondue par le Conseil du trésor
37. Évolution du nombre de régimes de retraite sous surveillance par la Régie et évolution du nombre de participants

AIRAS

EXX1

2003/03

OL

P. 000V.

Letter

sample

QUESTION 1

OBJET : Organigramme de la Régie des rentes du Québec	A.G. ¹
	Non

Description :

(Voir pièce jointe)

État de situation :

Le plan d'organisation administrative de la Régie repose sur 52 emplois d'encadrement répartis comme suit :

Hors cadres	: 4
Cadres supérieurs	: 35
Cadre juridique	: 1
Cadres intermédiaires	: 12

Présentement, le taux d'encadrement à la Régie est de 1/20 alors que celui de la fonction publique se situe à 1/19. Ce taux est calculé en divisant le nombre d'équivalents temps complet alloués dans le cadre de l'entente de gestion par le nombre de postes d'encadrement prévu au plan d'organisation administrative.

Cinq professionnels et trois fonctionnaires stagiaires à la Régie occupent des postes de cadre intermédiaire 6 ou de cadre supérieur IV selon un plan de relève en gestion. Les postes occupés par ces personnes sont compris dans les 52 postes d'encadrement.

Actions à venir et commentaires :

La Régie a signé avec le Conseil du trésor une entente de gestion prévoyant l'octroi d'une marge de manœuvre quant au nombre de postes d'encadrement. Cette marge de manœuvre permet à la Régie d'obtenir deux postes d'encadrement additionnels.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

1000 PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL
Guy Morneau

1410 Directrice-adjointe des affaires juridiques
Renée Madore

1300
1400 Secrétaire de la RRQ et Dir. des affaires juridiques
Marie-Claude Lévesque

1500 Commissaire aux services
Sonia Potvin

1100 Direction de l'audit interne
Paul-Henri Matte

1200 Direction de la performance
Bun Luk Khuong

1800 Direction du renouvellement de la prestation de services
Louise Labelle

1610 Directeur-adjoint à la mise en oeuvre du projet RPS
Marc Landry

2000 VICE-PRÉSIDENTE AUX POLITIQUES ET AUX PROGRAMMES
Louis Duclos

3000 VICE-PRÉSIDENTE AUX SERVICES À LA CLIENTÈLE
Marc Lacroix

4000 VICE-PRÉSIDENTE AUX SERVICES À L'ORGANISATION
Sylvie Barcelo

2100 Direction de l'évaluation et de la révision
Denis Latulippe

2200 Direction des régimes de retraite
Louise Labelle

2110 Service de l'évaluation
Paul Robitaille

2210 Service de la surveillance
André Lorquet

2120 Service de la révision
Pierre Drolet

2130 Service des statistiques et des sondages
Nathalie Madore

3100 Direction des renseignements
Yvon Martel

3200 Direction des cotisations et des prestations
Monique Maheu

3400 Direction du soutien aux opérations
Denis Garon

3600 Direction des communications
Danièle Noël

3700 Direction des programmes d'aide à la famille
Nicole Bourget (stagiaire)

3170 Directrice-adjointe et Service de planification et de pilotage des opérations
Joane Boyer

3230 Service des prestations-1
Lyne Rondeau (stagiaire)

3480 Service des projets d'entreprise
Jean-Charles Godbout

3610 Service des moyens de communication
Gilles Émond

3710 Service des prestations familiales
Denise Thibault (stagiaire)

3130 Service du Régime de rentes-1
Lisette Boudreault

3240 Service des prestations-2
Serge Tremblay

3410 Service du soutien au régime de rentes
Brigitte Marceau (stagiaire)

3720 Service de l'assurance parentale
Vacant

3180 Service du Régime de rentes-2 et accueil
Johanne Rae

3210 Service des prestations-3 Montréal
Hélène Julien

3420 Service du soutien aux prestations familiales
Bernard Gâteau

3730 Service du pilotage et de l'évaluation médicale
Mario Leblond (stagiaire)

3120 Service du Programme des prestations familiales
Christiane Charbonneau

3250 Service du pilotage des opérations
Gilles Pomerleau

3430 Service du soutien aux renseignements
Pierre Brochu

3110 Service des équipes polyvalentes - Montréal
François Loiselle

3280 Service aux cotisants
Liane Bourdages

3460 Service du soutien administratif
Jean-Marie Desbiens

3140 Service des équipes polyvalentes et accueil Québec
Gilles E. Deltis (stagiaire)

3270 Service de l'évaluation médicale
Guy Lachance

3150 Service en région et enquêtes
Gilles Arsenault (stagiaire)

4100 Direction des ressources financières et matérielles
Claude Lantier

4200 Direction des ressources humaines
Benoît Morin

4300 Direction des systèmes d'information
Benoît Fecteau

4110 Service du budget et des analyses financières
Lise Maltais (stagiaire)

4370 Projet RPS
Charlotte Gagné

4150 Service de la comptabilité, de la trésorerie et du projet Régir
Louis Larouche

4310 Service aux utilisateurs
Michel St-Laurent

4130 Service des ressources matérielles
Jacques Giguère

4320 Service de la technologie
Jean-Pierre Fillion

4330 Service des systèmes opérationnels
Jean Roy

4340 Service développement des systèmes
Clermont Allard

4350 Service de la planification et de l'intégration
Léo-Paul Frigon

4360 Service de gestion des données
Benoît Boivin

FICHE POUR L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION : 2

OBJET : Liste des publications – Régimes complémentaires de retraite – 2001-2002	A.G.
	non

État de situation :

#	Titre de la publication	Tirage	Remarque
1	Loi sur les régimes complémentaires de retraite – Annotations et commentaires	1 000 F	Externe Mise à jour 1998 À refaire - Loi 102
2	Codification administrative de la loi sur les régimes complémentaires de retraite et des règlements	N/D	Interne À modifier – Loi 102
3	Pour mieux comprendre votre régime complémentaire de retraite (brochure)	N/D	Externe (En production)
4	Le régime de retraite simplifié (brochure)	1 000 F 250 A	Interne - 1994 À refaire –Loi 102
5	Vivre avec son temps : la retraite progressive, la retraite anticipée (dépliant)	125 000 F 3 000 A	Externe - 1998 A refaire lorsque le règlement sera revu
6	Vivre avec son temps : la retraite progressive et anticipée (brochure)	250 000 F 35 000 A	Externe - 1999 À refaire lorsque le règlement sera revu
7	Guide du membre de comité de retraite	2 500 F 400 A	Interne - 1999 Ajout d'un papillon
8	Pour mieux connaître le CRI et le FRV (brochure)	5 000 F 1 000 A	Externe - 2001 Réimpression
9	Guide de la déclaration annuelle de renseignements	2 500 F 400 A	Interne
10	La lettre sur les régimes complémentaires de retraite	3 200 F 600 A	Interne Publication ad hoc

11	La lettre express sur les régimes complémentaires de retraite	3 200 F 600 A	Interne Publication ad hoc
12	Document questions & réponses Loi 102	150 F	Interne
13	Extrait de Caisse de retraite et placements (brochure)	ND	Interne Un papillon est inséré pour tenir compte de la Loi 102

- (1) DAR: Déclaration annuelle de renseignements
CRI : Compte de retraite immobilisé
FRV: Fonds de revenu viager

FICHE POUR L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2003

QUESTION : 2

OBJET : Liste des publications – Prestations familiales – 2001-2002	A.G
	non

État de situation :

#	Titre de la publication	Fréquence	Tirage	Coût	Fournisseur
1	Vos prestations familiales (dépliant)	Annuel	600 000 F 85 000 A	22 688 \$	Imprimerie Solisco Inc.
2	L'allocation familiale (brochure)	Annuel	55 000 F 10 000 A	10 288 \$	Imprimerie la Renaissance Inc.
3	Rapport annuel (tiré à part)	Annuel	500 F	670 \$	AGMV (imprimerie) Inc.
4	L'allocation pour enfant handicapé (brochure)	Ad hoc	70 000 F 10 000 A	6 154 \$	Imprimé en 2000-2001
5	Déclaration de revenus 2001 (papillon)	Annuel	110 000 F 22 000 A	N/A	Interne
6	Dépôt direct (papillon)	Annuel	105 000 F 25 000 A	N/A	Interne

FICHE POUR L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION : 2

OBJET : Liste des publications – Régimes complémentaires de retraite – 2001-2002	A.G.
	non

État de situation :

#	Titre de la publication	Tirage	Remarque
1	Loi sur les régimes complémentaires de retraite – Annotations et commentaires	1 000 F	Externe Mise à jour 1998 À refaire - Loi 102
2	Codification administrative de la loi sur les régimes complémentaires de retraite et des règlements	N/D	Interne À modifier – Loi 102
3	Pour mieux comprendre votre régime complémentaire de retraite (brochure)	N/D	Externe (En production)
4	Le régime de retraite simplifié (brochure)	1 000 F 250 A	Interne - 1994 À refaire –Loi 102
5	Vivre avec son temps : la retraite progressive, la retraite anticipée (dépliant)	125 000 F 3 000 A	Externe - 1998 A refaire lorsque le règlement sera revu
6	Vivre avec son temps : la retraite progressive et anticipée (brochure)	250 000 F 35 000 A	Externe - 1999 À refaire lorsque le règlement sera revu
7	Guide du membre de comité de retraite	2 500 F 400 A	Interne - 1999 Ajout d'un papillon
8	Pour mieux connaître le CRI et le FRV (brochure)	5 000 F 1 000 A	Externe - 2001 Réimpression
9	Guide de la déclaration annuelle de renseignements	2 500 F 400 A	Interne
10	La lettre sur les régimes complémentaires de retraite	3 200 F 600 A	Interne Publication ad hoc

11	La lettre express sur les régimes complémentaires de retraite	3 200 F 600 A	Interne Publication ad hoc
12	Document questions & réponses Loi 102	150 F	Interne
13	Extrait de Caisse de retraite et placements (brochure)	ND	Interne Un papillon est inséré pour tenir compte de la Loi 102

- (1) DAR: Déclaration annuelle de renseignements
 CRI : Compte de retraite immobilisé
 FRV: Fonds de revenu viager

FICHE POUR L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION : 2

OBJET : Liste des publications – Régime de rentes – 2001-2002	A.G.
	non

État de situation :

#	Titre de la publication	Fréquence	Tirage	Coût	Fournisseur
1	Analyse actuarielle 2000 du Régime de rentes (rapport)	Ad hoc	1 500 F 500 A	6 426 \$ (en cours)	AGMV Imprimerie Inc.
2	Demande de relevé de participation (dépliant)	Ad hoc	120 000 F 20 000 A	5 082 \$	Imprimerie Vitray
3	Le Petit journal du bénéficiaire (dépliant)	Annuel	1 146 000 F 218 000 A	25 622 \$	Imprimerie Canada Inc.
4	Se préparer à la retraite (dépliant)	Annuel	200 000 F 20 000 A	9 477 \$	Deschamps et Piché
5	Planifier sa retraite (dépliant)	Annuel	800 000 F 80 000 A	24 886 \$	Imprimerie Canada Inc.
6	Un simple coup de fil (dépliant)	Annuel	45 000 F 9 000 A	3 739 \$	Imprimerie Vitray
7	Prévoir (encarté dans Ma Caisse-Mes Finances) Ajout d'exemplaires (encarté dans Desjardins Entreprises)	Bi-annuel Ad hoc	220 000 F 5 000 A 48 000 F	117 400 \$ 5 800 \$	Confédération des caisses Desjardins du Québec
8	Guide du médecin traitant (manuel)	Ad hoc	5 000 F	10 998 \$	Imprimerie Vitray

9	Vous vous séparez (brochure)	Annuel	100 000 F 15 000 A	11 113 \$	Imprimerie Québecor (L'Eclaireur)
10	Si un décès survient (brochure)	Annuel	125 000 F 20 800 A	14 090 \$	Imprimerie Québecor (L'Eclaireur)
11	Quand arrive la retraite (brochure)	Annuel	200 000 F 35 800 A	26 299 \$	Imprimerie Québecor (L'Eclaireur)
	réimpression (2001)	Ad hoc	12 000 A	3 718 \$	Deschamps et Piché
12	En cas d'invalidité (brochure)	Annuel	100 000 F 13 800 A	10 998 \$	Imprimerie Québecor (L'Eclaireur)
132	En cas d'invalidité (version numérisée pour handicapé visuel)	Projet pilote	abonnement	100 \$/ mois	Audiothèque
14	Calendrier de paiement des rentes - 2002 (papillon)	Annuel	6 000 F 2 000 F	N/A	Interne
15	Calcul de la rente de retraite - 2002 (dépliant)	Annuel	1 500 F 500 A	N/A	Interne
16	Le partage est fait (dépliant)	Annuel	6 000 F 1 000 A	N/A	Interne
17	Guide de la planification financière à la retraite (brochure)	Ad hoc	100 000 F 10 000 A	24 400 \$	Transcontinental (Interglobe)
	(réimpression)	Au besoin	67 000 F 8 000 A	17 000 \$ (estimé)	En cours
18	Dépôt direct (dépliant/enveloppe)	Ad hoc	100 000 F 20 000 A	8 990 \$	Imprimerie Solisco Inc.

19	Pointez-vous à l'exposition (dépliant) (réimpression)	Ad hoc	30 000 F 12 000 A	2 294 \$	Siel Imprimerie
20	L'expertise médicale (dépliant)	Ad hoc	1 000 F	N/A	Interne
21	Guides du bénéficiaire (Retraite- Invalidité- Décès)	Annuel	155 000 F 30 000 A	15 000 \$ (estimé)	En production
22	Déclaration de services aux citoyens (brochure)	Ad hoc	25 000 F 5 000 A	4 947 \$	Imprimerie La Renaissance Inc.
	Version en braille	Au besoin	1	165 \$	Braille Jymico Inc.
23	Déclaration de services aux citoyens (papillon 2002)	Ad hoc	N/D	N/D	En production
24	Rapport annuel (2000-2001) (rapport)	annuel	500 F	2 830 \$	AGMV Imprimerie Inc.

N.B. Les publications de la Régie des rentes sont également disponibles sur son site Internet à l'adresse suivante : www.rrq.gouv.qc.ca

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 3

OBJET : Voyages hors Québec du 1^{er} avril 2001 au 31 mars 2002	A.G.
	Non

Description :

Coût des voyages à l'extérieur du Québec depuis le 1^{er} avril et présenté selon l'objectif

État de situation :

Sommaire des voyages hors Québec

	<u>2001-2002</u>
Formation et perfectionnement	35 000 \$
Rencontres pour l'évolution de l'administration des programmes	
Régime de rentes	16 600 \$
Régimes complémentaires de retraite	4 200 \$
Programme d'aide à la famille	0 \$
Administration générale	2 500 \$
Rencontres pour l'évolution des programmes	
Régime de rentes	6 200 \$
Régimes complémentaires de retraite	6 100 \$
Programme d'aide à la famille	<u>0 \$</u>
Total	<u>70 600 \$</u>

Actions à venir et commentaires :

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

VOYAGES HORS QUÉBEC

Pour la période du 1er avril 2001 au 15 mars 2002

<u>BUT DU VOYAGE</u>	<u>OBJECTIFS</u>	<u>RÉEL</u>	<u>ENDROIT</u>	<u>PERSONNES CONCERNÉES</u>	<u>DATE</u>
1 - Formation et perfectionnement					
Conférence de l'American Productivity and Quality (APQC)	Sessions de formation qui permettent d'acquérir des connaissances sur l'évolution des équipements et logiciels requis à la Régie (veille technologique) notamment pour les domaines de gestion de la connaissance, du balisage de l'amélioration de la performance.	3 259,87 \$	Boston	Louis Mimeault	4 au 6 avril 2001
Cours de formation sur MQ Series OS/390 System Administration de IBM Canada Ltd.	Formation sur le produit MQSeries qui doit être mis en place pour le renouvellement de la prestation de service	4 156,49 \$	Toronto (Markham)	André Guay	26 au 31 mai 2001
Atelier sur le transfert intégré des appels et sur la réponse vocale interactive (RVI) au gouvernement du Canada	Obtenir de l'information concernant le concept du "transfert intégré des appels". Prendre connaissance des scénarios d'application de ce concept ainsi que des enjeux techniques et opérationnels au Gouvernement du Canada. Faciliter la compréhension des besoins fonctionnels globaux et des éléments d'architecture éventuels à la Régie des rentes.	2 123,70 \$	Ottawa	Marie-Andrée Lefebvre Guy Bourassa	3 au 5 juin 2001
13e Congrès canadien annuel de la sécurité des technologies de l'information	S'informer sur les progrès réalisés en matière de sécurité des technologies de l'information. Prendre connaissance des nouveaux produits et solutions de pointe	1 803,89 \$	Ottawa	Denis Shaink	11 au 15 juin 2001
Participer à la conférence Windows-Development 2001 de l'université de Boston	Formation pour les développeurs visant à permettre de mieux planifier la migration de l'environnement de développement de la Régie à Windows 2000 et à la nouvelle plateforme de développement .net.	6 703,11 \$	Boston	Sylvain Pouliot	9 au 15 juin 2001
Atelier: Guide des centres téléphoniques fédéraux	Obtenir les connaissances afin d'augmenter notre performance à court terme sur les dimensions particulières tel que la réponse vocale interactive	937,55 \$	Ottawa	Marie-Andrée Lefebvre	19 au 21 juin 2001
Participer à la conférence Microsoft Technical Education 2001	Acquérir les connaissances techniques sur les nouvelles technologies de Microsoft afin de réaliser la construction de l'infrastructure technologique de l'"foroute" de la Régie, la mise à jour de l'environnement de développement et planifier le projet de migration des serveurs NT à Windows 2000.	4 585,48 \$	Atlanta	Robert Levasseur	16 au 22 juin 2001
Formation en modélisation multi-dimensionnel de données	Améliorer nos connaissances en modélisation des données	1 521,45 \$	Toronto (Markham)	Jean-Denis Martin	10 au 15 nov. 2001
Conférence international francophone européenne sur l'audit interne et la gestion	Acquérir des connaissances sur le rôle de l'auditeur interne dans l'administration publique. Rencontrer les membres de l'union francophone pour promouvoir et obtenir leur accord à la présentation de la conférence 2002 à Québec	3 828,42 \$	Paris et Casablanca	Paul-Henri Matte	21 au 28 octobre 2001
Participer au colloque "Maîtriser le changement"	Obtenir une mise à jour sur les meilleures pratiques en Audit interne	1 860,20 \$	Ottawa	Denis Shaink	26 au 30 novembre 2001
Participer au congrès "Computer performance group 2001"	Echanger de l'information sur les technologies d'information et surtout en matière de planification de capacité et de suivi de performance.	4 239,09 \$	Anaheim	Luc Gariépy	2 au 9 décembre 2001
		<u>35 019,25 \$</u>			

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

VOYAGES HORS QUÉBEC

Pour la période du 1er avril 2001 au 15 mars 2002

<u>BUT DU VOYAGE</u>	<u>OBJECTIFS</u>	<u>RÉEL</u>	<u>ENDROIT</u>	<u>PERSONNES CONCERNÉES</u>	<u>DATE</u>
2 - Rencontres pour l'évolution de l'administration des programmes <i>Régime de rentes</i>					
Mission à la sécurité sociale américaine (SSA) en compagnie de représentants du Régime de pensions du Canada (RPC)	Échanger sur diverses dimensions de la communication avec la clientèle de manière à examiner la possibilité d'instituer une table permanente d'échange RRQ-SSA-RPC sur les communications	5 133,00 \$	Baltimore	Jean-Stéphane Bernard Gilles Émond Liane Bourdages	21 au 25 avril 2001
Sous-comité RRQ-RPC sur la performance	Travaux pour développer des indicateurs de performance commun aux deux organismes	995,15 \$	Ottawa	Martine Désilets Yvon Martel	7 août 2001
Sous-comité RRQ-RPC sur la performance	Travaux pour développer des indicateurs de performance commun aux deux organismes	461,90 \$	Ottawa	Bun Luk Khuong	6 au 7 août 2001
Colloque annuel international AFIR (actuarial approach for financial risks) de l'institut canadien des acturaires	Mieux comprendre les risques financiers et l'intégration des marchés financiers dans le cadre de la mondialisation afin d'en tenir compte dans le calcul des probabilités appliqué aux analyses actuarielles.	2 566,07 \$	Toronto	Louis Adam	5 au 7 sept. 2001
Rencontre RRQ-RPC	Échanges d'informations sur le processus de traitement de la rente d'invalidité	1 711,05 \$	Ottawa	Monique Maheu Guy Lachance Anne Paquette Nathalie Dubé	5 au 7 nov. 2001
Rencontre RRQ-RPC	Présentation du contentieux et approche de la Régie des rentes	700,10 \$	Ottawa	Jean-Marc Dufour Odette Larochelle	27 au 28 novembre 2001
Rencontre RRQ-RPC	Présentation du projet de plan stratégique 2002-2007 et discuter de dossiers d'intérêt commun en matière de régimes de retraite de manière à trouver des pistes de solution dans certains dossiers communs	4 288,34 \$	Ottawa	Manon Rouleau Danièle Noël Marc Lacroix Jean-Stéphane Bernard Monique Maheu	6 au 7 décembre 2001
Rencontre RRQ-RPC	Obtenir de l'information sur les différentes pratiques actuarielles utilisées au Régime de pension du Canada. Discuter de dossiers d'intérêts commun.	766,17 \$	Ottawa	Denis Latulippe	24 au 25 janvier 2002
		<u>0,00 \$</u>			
		<u>16 621,78 \$</u>			

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

VOYAGES HORS QUÉBEC

Pour la période du 1er avril 2001 au 15 mars 2002

<u>BUT DU VOYAGE</u>	<u>OBJECTIFS</u>	<u>RÉEL</u>	<u>ENDROIT</u>	<u>PERSONNES CONCERNÉES</u>	<u>DATE</u>
2 - Rencontres pour l'évolution de l'administration des programmes					
<u>Régimes complémentaires de retraite</u>					
Réunion de l'Association canadienne des organismes de contrôle des régimes de retraite (ACOR)	Réunion bi-annuelle afin de discuter de différents dossiers entre autres: entente de réciprocité, échange d'informations électronique	1 453,89 \$	Toronto	Mario Marchand	2 au 3 avril 2001
Réunion de l'Association canadienne des organismes de contrôle des régimes de retraite (ACOR)	Échanger sur diverses problématiques auxquels font face les autorités de surveillance en régimes de retraite ainsi que sur les principes de la Loi de référence.	<u>2 754,91 \$</u>	Winnipeg	Mario Marchand Louise Labelle	22 au 26 sept. 2001
		<u>4 208,80 \$</u>			
<u>Programme d'aide à la famille</u>					
Aucun					
<u>Administration générale</u>					
Participation au Conseil de la prestation des services dans le secteur public	Échanger avec les représentants des autres provinces sur des questions d'intérêts communs et partager sur des pratiques concernant l'amélioration de la prestation de service par les initiatives à guichet unique; Examiner des possibilités de partenariat et la mise en place de solutions coordonnées.	1 199,94 \$	Toronto	Marc Lacroix	13 au 16 mai 2001
Réunion avec des gestionnaires de d'autres centres d'appels	Échanger avec différents organismes du Canada sur les problématiques et les nouvelles tendances en Centre d'appels(Conférences et ateliers de travail).	764,73 \$	Toronto	Yvon Martel	12 au 13 sept. 2001
Séminaire dans le cadre des Grands prix de la Qualité	Favoriser l'échange d'information et d'expertise entre des organisations ayant remporté des prix de la qualité.	<u>540,42 \$</u>	Aix-Provence	Guy Morneau	25 janv.au 2 février 2002
		<u>2 505,09 \$</u>			

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

VOYAGES HORS QUÉBEC

Pour la période du 1er avril 2001 au 15 mars 2002

<u>BUT DU VOYAGE</u>	<u>OBJECTIFS</u>	<u>RÉEL</u>	<u>ENDROIT</u>	<u>PERSONNES CONCERNÉES</u>	<u>DATE</u>
3 - Rencontres pour l'évolution des programmes					
<u>Régime de rentes</u>					
Réunion avec les membres du comité du Régime de Pensions du Canada	Faire le suivi concernant l'évolution du développement du Régime de pensions du Canada et discuter des hypothèses à considérer lors de l'analyse actuarielle.	888,10 \$	Ottawa	Paul Robitaille	31 mai au 1er juin 2001
Assister à la 27e conférence de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS)	Se tenir au courant de ce qui se passe au niveau mondial en matière de sécurité du revenu à la retraite	4 544,09 \$	Stockholm	Guy Morneau	7 au 16 sept. 2001
Projet de coopération France-Québec	Apprendre les conditions de vie des générations d'aujourd'hui afin d'en déduire ce que seront la vie des personnes âgées de demain. Analyser différents aspects et comparer les résultats avec la France.	<u>796,09 \$</u>	France	Georges Langis	3 au 7 décembre 2001
		<u>6 228,28 \$</u>			
<u>Régimes complémentaires de retraite</u>					
Colloque sur les régimes de retraite de l'Institut Canadien des Actuaires	Suivi de l'évolution des normes actuarielles qui permettent de gérer le financement des régimes de retraite et recueillir la réaction du milieu à notre récente loi sur les RCR.	1 282,15 \$	Toronto	Paul Robitaille	28 au 30 avril 2001
Conférence présenté aux membres de l'Institut Canadien des actuaires	Présenter aux actuaires de l'institut Canadien des actuaires le projet de loi 102 modifiant la loi sur les régimes complémentaires de retraite	65,45 \$	Toronto	Renée Madore	29 au 30 avril 2001
Réunion de l'Association canadienne des organismes de contrôle des régimes de retraite (ACOR)	Rencontre portant sur les enjeux des régimes de retraite dans le cadre de la loi de référence.	1 928,50 \$	Vancouver	Mario Marchand	26 au 28 juin 2001
Conférence annuelle 2001 de l'ACARR (Association canadienne des administrateurs des régimes de retraite)	Cette conférence devait avoir lieu du 11 au 14 septembre. À la suite des des événements du 11 septembre la conférence fut annulée. Cette conférence devait permettre de comprendre l'impact des nouvelles contraintes (démographie, politique sociale et économique) sur les régimes de retraite. Le coût de la conférence nous a été remboursé.	<u>2 777,84 \$</u>	Calgary	Denis Latulippe	10 au 14 sept. 2001
		<u>6 053,94 \$</u>			
<u>Programme d'aide à la famille</u>					
Aucun					
TOTAL DES COÛTS:		<u>70 637,14 \$</u>			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION : 4

OBJET : Dépenses en publicité – RRQ- PF- RCR	A.G
	non

Activités/projets	2001-2002
1- Publicité (activités courantes)	111 000 \$ (1)
2- Publicité (plan de promotion de l'autonomie financière)	156 900 \$ (2)
3- Publicité (projets)	0 \$
Total	267 900 \$

(1) PUBLICITÉ (ACTIVITÉS COURANTES)
 (ESTIMATION AU 31 MARS 2002)

- Publicité et promotion RRQ	50 000 \$
- Bureaux d'accueil périodiques (BAP)	40 000 \$
- Annonces - recrutement	17 000 \$
- Avis des régimes complémentaire de retraite (RCR)	4 000 \$
- Promotion – Prestations familiales (PF)	0 \$
Total	<u>111 000 \$</u>

(2) PROMOTION DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE À LA RETRAITE
 (ESTIMATION AU 31 MARS 2002)

- Mois de la planification financière	108 250 \$ (3)
- Activités diverses de promotion financière	23 610 \$ (4)
- Exposition <i>Génération en jeu</i> .	25 040 \$ (5)
Total	<u>156 900 \$</u>

(3) Les dépenses de publicité encourues pour le Mois de la planification financière sont de 108 250 \$ sur une dépense totale de 184 920 \$. Les dépenses réalisées pour les sondages, les conférenciers, les publications et la location d'espace sont exclues du relevé.

(4) Le relevé des activités diverses de promotion financière n'inclut pas la dépense encourue pour la réimpression du guide de planification financière (42 030 \$) ni la dépense d'insertion du guide dans le porte document de l'Association québécoise de planification financière (2 500 \$).

(5) Ce montant n'inclut pas une somme de 2 040 \$ dépensée pour les publications.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 5

OBJET : Liste des sondages – 2001-2002	A.G

#	Description	Fournisseur	Coût
1	Grand sondage sur la stratégie de service (60 % réalisé en 2001-2002) Contrat 48705	Som Inc.	38 736 \$
2	Notoriété et connaissance des éléments de base du Régime de rentes (60 % réalisé en 2001-2002) Contrat 48705	Som Inc.	16 890 \$
3	Sondage portant sur les délais de traitement de la demande de révision (60 % réalisé en 2001-2002) Contrat 48705	Som Inc	7 660 \$
4	Groupes de discussion portant sur le relevés de participation et les moyens de communications connexes Contrat 54970	Som Inc	11 740 \$
5	Sondage omnibus (Édition - août 2001) portant sur la planification financière de la retraite (8 questions). Contrat 54970	Som Inc	4 000 \$
6	Sondage omnibus (Édition – septembre 2001) portant sur l’administration de la RRQ et la pérennité du régime (2 questions) Contrat 54970	Som Inc.	1 000 \$
7	Sondages régionaux (Rimouski et Rouyn-Noranda) et sondage omnibus (Édition - octobre 2001) réalisés dans le cadre du Mois de la planification financière de la retraite Contrat 54970	Som Inc.	8 280 \$
8	Collaboration avec le Conseil du Patronat à un sondage CROP sur le vieillissement de la main- d’œuvre et la gestion des régimes de retraite Contrat 57550	CPQ	5 000 \$

9	Présentation d'un sondage portant sur les attitudes à l'égard des régimes de retraite publics Contrat 56633	ÉKOS	6 000 \$
10	Sondage portant sur les motifs de fréquentation des centres de service de la Régie des rentes (contribution : budget des sondages)	Interne	4 500 \$
11	Sondage sur la satisfaction de la clientèle envers l'application des normes de service au téléphone	Interne	-
12	Sondage Indice RH+ sur la mobilisation des employés	Interne	-
13	Sondage sur la formation offerte aux membres de comités de retraite	Interne	-
14	Sondage sur la connaissance des éléments de base du Régime de rentes par les employés de la Régie	Interne	-
	Total		103 806 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

Question 6

OBJET : Études commandées en 2001-2002 à la demande de la Régie des rentes du Québec	A.G.¹
	Non

Description :

Voir tableau joint :

Liste des contrats en services professionnels pour des études du 1^{er} avril 2001 au 8 mars 2002.

État de situation :

Actions à venir et commentaires :

Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

**LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS POUR DES ÉTUDES
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
(Question 6)**

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
39368	Conseils en Audit et performance d'entreprise BPA	Évaluation des risques et recensement des contrôles en matière de demande de révision à la Régie des rentes du Québec et d'appel au Tribunal administratif du Québec	10 000 \$	Contrat négocié	Direction de l'audit interne
39371	Monsieur Jean-Charles Dion	Analyse de risques concernant les activités de la Direction des communications pour la clientèle externe	10 000 \$	Contrat négocié	Direction de l'audit interne
53250	Lemieux Nolet, comptables agréés	Évaluation des risques et recensement des contrôles en matière de protection des renseignements personnels à la Régie	10 000 \$	Contrat négocié	Direction de l'audit interne
53233	Université du Québec à Trois-Rivières Gilles Corriveau, Dr. en gestion de projet Directeur, Maîtrise en gestion de projet	Optimisation des modes de fonctionnement du Service des projets d'entreprise	24 000 \$	Contrat négocié	Direction du soutien aux opérations
54164	R3D Informatique et technologies	Établissement d'un cadre de référence dans l'organisation des projets dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC)	22 250 \$	Contrat négocié	Direction des systèmes d'information

**LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS POUR DES ÉTUDES
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
(Question 6)**

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
55418	Groupe Conseil Aon	Analyse de la notion de Fonds de garantie des prestations de retraite dans un contexte de caisse syndicale	22 000 \$	Contrat négocié	Direction de l'évaluation et de la révision
55928	Le Groupe des spécialistes en systèmes G.S.S.	Analyse du traitement des demandes de révisions à incidence médicale	19 500 \$	Appel d'offres sur invitation (4 fournisseurs)	Direction de l'évaluation et de la révision
56294	Janico Consultation	Élaboration d'une politique de la reconnaissance	24 000 \$	Contrat négocié	Direction des ressources humaines
56295	DMR Conseil	Optimisation de la performance des processus du Régime de rentes du Québec	139 091 \$	Appel d'offres public	Direction des systèmes d'information

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

Question 7

OBJET : Liste des contrats attribués en 2001-2002 à des firmes de communication, de recherche et de relations publiques	A.G.¹
	Non

Description :

Voir tableau joint :

Liste des contrats en services professionnels à des firmes de communication, de recherche et de relations publiques du 1^{er} avril 2001 au 8 mars 2002.

État de situation :

Actions à venir et commentaires :

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

**LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS
À DES FIRMES DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE ET DE RELATIONS PUBLIQUES
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
(Question 7)**

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
54970	Stratégie Organisation et Méthode SOM	Tenue de sondages, de groupes de discussions et de conseils en matière de recherche marketing	120 000 \$	Renouvellement de contrat (prévu au contrat initial)	Direction des communications
56392	Madame Lorraine Cayer, consultante en programme de préparation à la retraite	Conférences dans le cadre du <i>Mois de la planification financière de la retraite 2001-2002</i>	9 000 \$	Contrat négocié	Direction des communications
56400	Madame Karina Moreau	Soutien en matière de simplification des communications écrites	11 500 \$	Contrat négocié	Direction des communications
56630	Ocus Pocus Production	Production d'une publicité radio d'une durée de 30 secondes	2 600 \$	Contrat négocié	Direction des communications
56633	Les Associés de recherche EKOS	Analyse et présentation des résultats d'un sondage portant sur les attitudes à l'égard des régimes de retraite publics	6 000 \$	Contrat négocié	Direction des communications
57249	Madame Karina Moreau	Soutien en matière de simplification des communications écrites	800 \$	Contrat négocié	Direction des communications

**LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS
À DES FIRMES DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE ET DE RELATIONS PUBLIQUES
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
(Question 7)**

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
57526	Madame Karina Moreau	Soutien en matière de simplification des communications écrites	6 000 \$	Contrat négocié	Direction des communications
57233	Madame Andrée Lemay	Rédaction d'un texte portant sur les régimes complémentaires de retraite	3 800 \$	Contrat négocié	Direction des communications
57528	Outremer	Accompagnement pour le développement de la prochaine génération du site Internet de la Régie et pour la conception d'un nouveau portail portant sur la retraite	400 \$ par jour 24 000 \$ max.	Contrat négocié	Direction des communications
57539	Madame Guylaine Cyr	Coordination des activités de diffusion des publications de la Régie	9 000 \$	Contrat négocié	Direction des communications
57563	Martin International	Commandite pour le Salon Épargne-Placements Québec et Montréal	10 000 \$	Contrat négocié	Direction des communications
56834	Prospection	Travaux de veille informationnelle et de rapports statistiques pour le site Internet de la Régie	10 000 \$	Contrat négocié	Direction du renouvellement de la prestation de services

**LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS
À DES FIRMES DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE ET DE RELATIONS PUBLIQUES
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
(Question 7)**

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
56843	AGTI Services conseils	Élaboration d'une politique de gestion des salons, des expositions et des séances d'information	24 900 \$	Contrat négocié	Direction du soutien aux opérations
56844	Myriap	Élaboration d'une politique sur la gestion des entrevues des citoyens qui s'adressent à la Régie	21 000 \$	Contrat négocié	Direction du soutien aux opérations
56910	PGI Pierre Gravel International	Contrat pour les services d'une présentation dans le cadre d'une activité pour les employés suite aux «Grands prix québécois de la qualité»	5 000 \$	Contrat négocié	Direction générale
56940	Les Productions Épisode	Engagement d'un comédien pour un «jeu de rôles» dans le cadre d'un concours de promotion	1 000 \$	Contrat négocié	Direction des ressources humaines
55420	Société conseil Mercer	Travaux reliés à la rédaction de questions pour un sondage sur les préoccupations des employeurs relativement aux régimes de retraite	8 500 \$	Contrat négocié	Direction de l'évaluation et de la révision
55931	Prospection	Mise à jour et évolution du site intranet de la Direction de l'évaluation et de la révision	15 000 \$	Appel d'offres sur invitation (3 fournisseurs)	Direction de l'évaluation et de la révision

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 8

OBJET : Contrats de moins de 25 000 \$ octroyés en 2001-2002 par la Régie des rentes du Québec	A.G.¹
	Non

Description :

Voir tableaux joints :

Liste des contrats en services professionnels de moins de 25 000 \$ du 1^{er} avril 2001 au 8 mars 2002.

Liste des contrats en services auxiliaires de 10 000 \$ à 25 000 \$ du 1^{er} avril 2001 au 8 mars 2002.

État de situation :

Actions à venir et commentaires :

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

**LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS DE MOINS 25 000 \$
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
(Question 8)**

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
39368	Conseil en audit et performance d'entreprise BPA	Évaluation des risques et recensement des contrôles en matière de révision à la Régie des rentes du Québec et d'appel au Tribunal administratif du Québec	10 000 \$	Contrat négocié	Direction de l'audit interne
57851	Conseil en audit et performance d'entreprise BPA	Élaboration de différents outils dans le cadre de la gestion intégrée des risques de la Régie	10 000 \$	Contrat négocié	Direction de l'audit interne
39371	Monsieur Jean-Charles Dion	Analyse de risques concernant les activités de la Direction des communications pour la clientèle externe	10 000 \$	Contrat négocié	Direction de l'audit interne
39372	Lavery De Billy	Révision des profils d'accès au Fichier d'inscription de la clientèle et au Registre des cotisants	8 000 \$	Contrat négocié	Direction de l'audit interne
53240	Lavery De Billy	Évaluation de conformité des profils d'accès au Registre des cotisants	16 500 \$	Contrat négocié	Direction de l'audit interne
53250	Lemieux Nolet, comptables agréés	Évaluation des risques et recensement des contrôles en matière de protection des renseignements personnels à la Régie	10 000 \$	Contrat négocié	Direction de l'audit interne

**LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS DE MOINS 25 000 \$
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
(Question 8)**

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
49484	Bussières Communications	Révision graphique du Modèle de gestion intégrée de la performance pour insertion dans le dossier de candidature de la Régie aux «Grands prix québécois de la qualité», édition 2001	400 \$	Contrat négocié	Direction de la performance
49485	Bussières Communications	Couverture du dossier de mise en candidature de la Régie aux «Grands prix québécois de la qualité» en format PowerPoint	120 \$	Contrat négocié	Direction de la performance
49487	R3D Information et Technologie	Expertise-conseil pour l'élaboration des grandes orientations pour le Plan directeur des services à la clientèle	24 950 \$	Contrat négocié	Direction de la performance
52137	Madame Louise Labrèche, actuaire	Préparation d'une brochure et d'un cours sur le partage des droits à la retraite entre conjoints et certains documents de travail	75 \$ l'heure 25 000 \$ max.	Contrat négocié	Direction des régimes de retraite
58374	Prof. Gérald Goldstein, Professeur de droit international privé	Séminaire sur le droit international privé des régimes complémentaires de retraite	2 500 \$	Contrat négocié	Direction des régimes de retraite
53232	Alliance Management Groupe Conseil	Soutenir la Direction du soutien aux opérations dans le positionnement et l'élaboration de la formation à la tâche à la VPSC	12 350 \$	Contrat négocié	Direction du soutien aux opérations

LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS DE MOINS 25 000 \$
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
 (Question 8)

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
53233	Université du Québec à Trois-Rivières Gilles Corriveau, Dr en gestion de projet Directeur, Maîtrise en gestion de projet	Analyse et évaluation des modes de gestion de projets du Service des projets d'entreprise	24 000 \$	Contrat négocié	Direction du soutien aux opérations
56838	Université du Québec à Trois-Rivières Gilles Corriveau, Dr en gestion de projet Directeur, Maîtrise en gestion de projet	Présentation du rapport d'intervention sur la fonction de projet à la Régie et sur le Service des projets d'entreprise	300 \$	Contrat négocié	Direction du soutien aux opérations
53239	Madame Ghislaine Denault	Traduction de textes français en anglais et travaux de révision en anglais	25 \$ l'heure 24 500 \$ max.	Contrat négocié	Direction du soutien aux opérations
53267	Madame Hélène Hurtubise	Traduction de textes anglais en français et travaux de révision linguistique en français	30 \$ l'heure 24 000 \$ max.	Contrat négocié	Direction du soutien aux opérations
53275	Lexi-tech International	Traduction de textes français en anglais et vice-versa et travaux linguistiques	24 000 \$ max.	Contrat négocié	Direction du soutien aux opérations
56780	AGTI Services Conseils	Finalisation du bilan de fin de projet (coûts et bénéfices) <i>Optimisation du Centre d'appels</i> et soutien à la Directrice du Renouvellement de la prestation de services (RPS) au regard de la gestion de ce projet	24 900 \$	Contrat négocié	Direction du soutien aux opérations
56814	Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français	Rédaction d'un guide <i>Écrire simplement</i>	6 700 \$	Contrat négocié	Direction du soutien aux opérations

**LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS DE MOINS 25 000 \$
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
(Question 8)**

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
56815	Madame Virginie Rompré	Traduction de textes français en anglais et révision linguistique de textes en français	30 \$ l'heure 24 000 \$ max.	Contrat négocié	Direction du soutien aux opérations
56843	AGTI Services Conseils	Soutenir la Direction du soutien aux opérations dans le positionnement et l'élaboration de la gestion des salons, des expositions et des séances d'information	24 900 \$	Contrat négocié	Direction du soutien aux opérations
56844	Myriap	Soutenir la Direction du soutien aux opérations dans le positionnement et l'élaboration de la gestion des entrevues des citoyens qui s'adressent à la Régie	21 000 \$	Contrat négocié	Direction du soutien aux opérations
56845	Madame Estelle Dallaire	Révision linguistique de textes en français	35 \$ l'heure 24 000 \$ max.	Contrat négocié	Direction du soutien aux opérations
56847	Madame Anne Veilleux	Révision linguistique de textes en français	30 \$ l'heure 24 000 \$ max.	Contrat négocié	Direction du soutien aux opérations
56848	Madame Mary Richardson	Traduction de textes français en anglais	30 \$ l'heure 24 000 \$ max.	Contrat négocié	Direction du soutien aux opérations
56832	Monsieur Alain Cyr	Réalisation de travaux de révision d'architectures générales pour le projet <i>Renouvellement de la prestation de services par voie électronique</i>	24 975 \$	Contrat négocié	Direction du renouvellement de la prestation de services

LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS DE MOINS 25 000 \$
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
 (Question 8)

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
56834	Prospection	Travaux de veille informationnelle et de rapports statistiques pour le site Internet de la Régie	10 000 \$	Contrat négocié	Direction du renouvellement de la prestation de services
	Communication Pro Santé	Conception et animation du colloque <i>L'estime de soi : passeport pour une vie satisfaisante</i> pour les secrétaires de la Régie	2 205 \$	Contrat négocié	Direction des ressources humaines
	Psychologic	Conception et animation du colloque <i>La mobilisation d'une équipe de travail</i> pour les chefs d'équipe de la Régie	3 500 \$	Contrat négocié	Direction des ressources humaines
	Lemieux Nolet comptables agréés	Deux journées de formation pour les gestionnaires ayant pour thème <i>Apprivoiser le management des risques</i>	7 600 \$	Contrat négocié	Direction des ressources humaines
	Monsieur Gilles Ouellet	Animation de la réunion annuelle de la Direction de l'évaluation et de la révision intitulée <i>Le travail d'équipe et le climat de travail : les fondements de la performance organisationnelle</i>	1 000 \$	Contrat négocié	Direction des ressources humaines
53822	Groupe CFC	Trois séances de formation intitulée <i>La collaboratrice : vers un rôle proactif</i>	10 796 \$	Contrat négocié	Direction des ressources humaines

LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS DE MOINS 25 000 \$
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
 (Question 8)

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
54247	Côté Formation	Conception et animation de quatre sessions de formation intitulée <i>Le défi de la déclaration de services aux citoyens</i>	12 200 \$	Contrat négocié	Direction des ressources humaines
56294	Janico Consultation	Élaboration d'une politique de la reconnaissance	24 000 \$	Contrat négocié	Direction des ressources humaines
56940	Les Productions Épisode	Engagement d'un comédien pour un «jeu de rôles» dans le cadre d'un concours de promotion	1 000 \$	Contrat négocié	Direction des ressources humaines
56941	Évaluation Personnel Sélection International	Correction de l'examen <i>Test d'habileté à l'analyse et à la prise de décision</i>	6 625 \$	Contrat négocié	Direction des ressources humaines
56941	TELUQ Service de l'évaluation linguistique	Utilisation et correction de l'examen <i>Test de français écrit version c-5</i>	3 180 \$	Contrat négocié	Direction des ressources humaines
	Madame Mariel Ducharme	Conception et animation de l'atelier de sensibilisation <i>Pour que le travail d'équipe ne soit plus un «casse-tête»</i> pour le personnel de la Direction des communications	1 600 \$	Contrat négocié	Direction des ressources humaines
53837	Madame Mariel Ducharme	Formation conseil dispensée aux membres du Centre d'expertise en matière de services aux citoyens et de gestion de la performance	10 200 \$	Contrat négocié	Direction générale

**LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS DE MOINS 25 000 \$
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
(Question 8)**

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
	Monsieur Laurent Bourdeau	Formation-conseil pour les membres du Centre d'expertise en matières de services aux citoyens et de gestion de la performance portant sur l'aspect relationnel de la prestation de services	2 200 \$	Contrat négocié	Direction générale
56910	PGI Pierre Gravel International	Contrat pour les services d'une présentation dans le cadre d'une activité pour les employés suite aux «Grand prix québécois de la qualité»	5 000 \$	Contrat négocié	Direction générale
54835	Groupe LGS	Travaux de pilotage pour le système des prestations familiales	24 725 \$	Contrat négocié	Direction des programmes d'aide à la famille
54840	Banque Nationale du Canada	Ajout d'un compte au service accès direct pour les prestations familiales	20 850 \$	Contrat négocié	Direction des programmes d'aide à la famille
54836	Groupe des spécialistes en systèmes (G.S.S.)	Conseil pour le pilotage du projet de refonte du système des prestations familiales	24 979 \$	Contrat négocié	Direction des programmes d'aide à la famille
54887	Dre Marie-Hélène Turgeon, psychiatre	Médecin-conseil en psychiatrie 2001.05.01 au 2001.10.29	165 \$ l'heure 22 000 \$ max.	Contrat négocié	Direction des cotisations et des prestations
54895	Dre Marie-Hélène Turgeon, psychiatre	Médecin-conseil en psychiatrie 2001.10.30 au 2002.04.30	165 \$ l'heure 22 000 \$ max.	Contrat négocié	Direction des cotisations et des prestations

**LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS DE MOINS 25 000 \$
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
(Question 8)**

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
54891	Dr Claude Girard, psychiatre	Médecin-conseil en psychiatrie	165 \$ l'heure 10 000 \$ max.	Contrat négocié	Direction des cotisations et des prestations
54896	Clinique de médecine industrielle Robert et Lizotte	Services de médecins experts en psychiatrie	17 640 \$ par an 3 ans	Contrat négocié	Direction des cotisations et des prestations
57202	Dr Yves-Louis Boulanger	Médecin pour des expertises en physiatrie pour la rente d'invalidité du Régime de rentes du Québec	162 \$ l'heure	Contrat négocié	Direction des cotisations et des prestations
57203	Dr Pierre Proulx, physiatre	Médecin pour des expertises en physiatrie pour la rente d'invalidité du Régime de rentes du Québec	162 \$ l'heure 3 ans	Contrat négocié	Direction des cotisations et des prestations
57204	Dr Simon Tinawi	Médecin pour des expertises en physiatrie pour la rente d'invalidité du Régime de rentes du Québec	162 \$ l'heure 3 ans	Contrat négocié	Direction des cotisations et des prestations
55418	Groupe Conseil Aon	Analyse de la notion de Fonds de garantie des prestations de retraite dans un contexte de caisse syndicale	22 000 \$	Contrat négocié	Direction de l'évaluation et de la révision
55420	Société conseil Mercer	Travaux reliés à la rédaction de questions pour un sondage sur les préoccupations des employeurs relativement aux régimes de retraite	8 500 \$	Contrat négocié	Direction de l'évaluation et de la révision

**LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS DE MOINS 25 000 \$
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
(Question 8)**

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
55422	Monsieur Louis Adam, actuaire	Travaux actuariels, notamment des vérifications relatives au rapport de l'analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2000	100 \$ l'heure 24 500 \$ max.	Contrat négocié	Direction de l'évaluation et de la révision
55424	Monsieur Gilles Ouellet	Conseil en gestion pour la préparation du plan d'affaires 2002-2005 de la Direction	1 000 \$	Contrat négocié	Direction de l'évaluation et de la révision
55926	Services conseils Hardy	Développement des applications SAS pour produire l'ensemble des travaux de la publication <i>Les Prestations familiales</i> en format RTF	125 \$ l'heure 11 500 \$ max.	Contrat négocié	Direction de l'évaluation et de la révision
55928	Groupe des spécialistes en systèmes (G.S.S.)	Analyse du traitement des demandes de révisions à incidence médicale	19 500 \$	Appel d'offres sur invitation (4 fournisseurs)	Direction de l'évaluation et de la révision
55931	Prospection	Mise à jour et évolution du site intranet de la Direction de l'évaluation et de la révision	15 000 \$	Appel d'offres sur invitation (3 fournisseurs)	Direction de l'évaluation et de la révision
54164	R3D Informatique et technologies	Établissement d'un cadre de référence dans l'organisation des projets dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC)	22 250 \$	Contrat négocié	Direction des systèmes d'information
54199	Groupe DBD	Définition d'une approche de vérification de l'intégrité	17 850 \$	Contrat négocié	Direction des systèmes d'information

**LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS DE MOINS 25 000 \$
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
(Question 8)**

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
56276	Nurun	Révision du processus d'exploitation des données opérationnelles, analyse préliminaire <i>Supplément</i> : Préparation d'une présentation au Comité de gestion de la Direction des systèmes d'information pour prise de décision sur les suites à donner	22 680 \$ 3 780 \$ supplément	Contrat négocié	Direction des systèmes d'information
56288	Monsieur Alain Cyr	Organisation et démarrage du projet <i>Renouvellement de la prestation de services par voie électronique</i>	24 975 \$	Contrat négocié	Direction des systèmes d'information
56289	Gespro Technologies	Révision des mécanismes de gestion de la performance de la Direction des systèmes d'information, encadrement et démarrage du projet de gestion des coûts de revient	23 100 \$	Contrat négocié	Direction des systèmes d'information
56296	Odysoft	Adaptations du logiciel Calabrio	8 400 \$	Contrat négocié	Direction des systèmes d'information
56328	SoluConseil	Élaboration d'une procédure d'escalade pour les activités de la Direction des systèmes d'information	13 750 \$	Appel d'offres sur invitation (5 fournisseurs)	Direction des systèmes d'information
56329	SoluConseil	Préparation d'un guide des meilleures pratiques du courrier électronique	7 500 \$	Appel d'offres sur invitation (5 fournisseurs)	Direction des systèmes d'information
56330	Madame Hélène Lavergne	Définition et réalisation de l'architecture globale des indicateurs de gestion du projet <i>Renouvellement de la prestation de services</i>	24 725 \$	Contrat négocié	Direction des systèmes d'information

**LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS DE MOINS 25 000 \$
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002**

(Question 8)

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
57950	Synersys	Restauration de la base de données de la Régie et vérification de la configuration du poste utilisateur pour le logiciel <i>Igor</i> (logiciel de gestion de la productivité pour le Centre d'appels)	500 \$	Contrat négocié	Direction des systèmes d'information
56233	Monsieur Jean-Guy Gosselin	Deux séances d'information sur la gestion documentaire de la Revue de presse	300 \$	Contrat négocié	Direction des communications
56236	Bussièrès Communications	Conception et réalisation graphique du dossier de mise en candidature pour les Grands prix de la qualité 2001	3 500 \$	Contrat négocié	Direction des communications
56389A	Bussièrès Communications	Conception et réalisation graphique du Rapport annuel de la Régie pour l'année 2000-2001	4 400 \$	Contrat négocié	Direction des communications
56389B	Bussièrès Communications	Nouvelle typographie du Rapport annuel de la Régie non prévue au contrat initial	2 250 \$	Contrat négocié	Direction des communications
56623	Bussièrès Communications	Production graphique de dossiers pour le <i>Mois de la planification financière de la retraite 2001-2002</i>	4 033 \$	Contrat négocié	Direction des communications
57553	Bussièrès Communications	Production graphique du <i>Journal Média</i> rentes de décembre 2001	1 187 \$	Contrat négocié	Direction des communications

**LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS DE MOINS 25 000 \$
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
(Question 8)**

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
57560	Bussières Communications	Conception et réalisation graphique d'annonces publicitaires	1 800 \$	Contrat négocié	Direction des communications
56392	Madame Lorraine Cayer, consultante en programme de préparation à la retraite	Conférences dans le cadre du mois de la planification financière de la retraite 2001-2002	9 000 \$	Contrat négocié	Direction des communications
56393	Association coopérative d'économie familiale Lévis Lauzon	Conférences dans le cadre du mois de la planification financière de la retraite 2001-2002	5 500 \$	Contrat négocié avec OSBL	Direction des communications
56396	Matteau Parent	Conception et réalisation graphique du Plan stratégique 2002-2007	15 000 \$	Contrat négocié	Direction des communications
56400	Madame Karina Moreau	Soutien en matière de simplification des communications écrites	11 500 \$	Contrat négocié	Direction des communications
57249	Madame Karina Moreau	Soutien en matière de simplification des communications écrites	800 \$	Contrat négocié	Direction des communications
57526	Madame Karina Moreau	Soutien en matière de simplification des communications écrites	6 000 \$	Contrat négocié	Direction des communications

**LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS DE MOINS 25 000 \$
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
(Question 8)**

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
56603	Musée du Fjord (Ville de la Baie)	Entente relative au prêt par le Musée de la civilisation de l'exposition <i>Généralions en jeu. Le travail et après ...</i>	3 000 \$	Entente négociée	Direction des communications
56615	Monsieur Patrick Després	Réalisation de dossiers de production graphique	2 600 \$	Contrat négocié	Direction des communications
57529	Monsieur Patrick Després	Réalisation de dossiers de production graphique	12 000 \$	Contrat négocié	Direction des communications
56630	Ocus Pocus Production	Production d'une publicité radio d'une durée de 30 secondes	2 600 \$	Contrat négocié	Direction des communications
56632	Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français	Formation <i>Écrire simplement</i> à 14 groupes d'employés de la Régie	20 000 \$	Contrat négocié avec OSBL	Direction des communications
56633	Les Associés de recherche EKOS	Analyse et présentation des résultats d'un sondage portant sur les attitudes à l'égard des régimes de retraite publics	6 000 \$	Contrat négocié	Direction des communications
57233	Madame Andrée Lemay	Rédaction d'un texte portant sur les régimes complémentaires de retraite	3 800 \$	Contrat négocié	Direction des communications

LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS DE MOINS 25 000 \$
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
 (Question 8)

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
57259	Madame Claire Gagnon	Réalisation d'une illustration en couleurs ayant pour thème l'image générale de la Régie pour un présentoir	500 \$	Contrat négocié	Direction des communications
57262	Monsieur Jean Martin Verreault	Réalisation de l'illustration de la couverture de la publication de la planification stratégique 2002-2007	400 \$	Contrat négocié	Direction des communications
57263	Madame Geneviève Ferland	Conception et réalisation d'un tableau de jeu avec des cartes questions et de l'argent virtuel	700 \$	Contrat négocié	Direction des communications
57527	Madame Anne-Marie Auclair	Production du rapport de l'analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec	1 800 \$	Contrat négocié	Direction des communications
57528	Outremer	Contrat d'accompagnement pour le développement de la prochaine génération du site Internet de la Régie et pour la conception d'un nouveau portail portant sur la retraite	400 \$ par jour 24 000 \$ max.	Contrat négocié	Direction des communications
57539	Madame Guylaine Cyr	Coordination des activités de diffusion des publications de la Régie	9 000 \$	Contrat négocié	Direction des communications
57545	Madame Claire Gagnon	Réalisation d'illustrations en couleurs pour différentes publications de la Régie	1 000 \$	Contrat négocié	Direction des communications

**LISTE DES CONTRATS EN SERVICES PROFESSIONNELS DE MOINS 25 000 \$
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
(Question 8)**

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	PROCESSUS D'ACQUISITION	DEMANDEUR
57552	Madame Claire Gagnon	Réalisation d'illustrations en couleurs pour deux brochures de la Régie	250 \$	Contrat négocié	Direction des communications
57563	Martin International	Commandite pour le Salon Épargne-Placements Québec et Montréal	10 000 \$	Contrat négocié	Direction des communications
57571	Musée de la Côte-Nord (Sept-Iles)	Entente de services relative au prêt par le Musée de la civilisation de l'exposition <i>Génération en jeu. Le travail et après ...</i>	2 500 \$	Entente de services	Direction des communications
56414	Association sur l'accès et la protection de l'information (A.A.P.I.)	Sensibilisation du personnel de la Régie sur la protection des renseignements personnels par la présentation de six séances d'un quiz humoristique	4 200 \$	Contrat négocié	Direction des affaires juridiques
56897	Decimal Technologies	Conseil sur la gestion par activités	6 000 \$	Contrat négocié	Direction des ressources financières et matérielles
57081	Les Réalisations Conceptum International	Services professionnels de designer d'aménagement	0.785 \$ le p.c. 24 980 \$ max.	Appel d'offres sur invitation (2 fournisseurs)	Direction des ressources financières et matérielles
57395	Bureau-Concept Michel Villeneuve	Services professionnels de designer d'aménagement pour le Centre d'appels	0.75 \$ le p.c. 6 500 \$ max.	Appel d'offres sur invitation (3 fournisseurs)	Direction des ressources financières et matérielles

LISTE DES CONTRATS EN SERVICES AUXILIAIRES

DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 7 MARS 2002

DE 10 000 \$ À 25 000 \$

NUMÉRO DE DBS	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	MODE D'APPROVISIONNEMENT
56165	Landmark Systems Corporation	Entretien annuel «The Monitor DB2» pour la période du 28 février 2001 au 27 février 2004 (\$ US)	23 000,00 \$	4 : Renouvellement prévu au contrat initial
54006	Enveloppe Concept	Impression de 700 000 «Enveloppe d'expédition des chèques d'allocations familiales» (H-051)	12 838,00 \$	1 : Appel d'offres sur invitation
56174	Odysoft	Renouvellement du contrat d'entretien et support «Calabrio» pour la période du 22 mars 2001 au 21 mars 2002 (A.O. initial #49758)	20 106,00 \$	4 : Renouvellement prévu au contrat initial
54010	Relizon Canada (Crain Drummond)	Impression de 1 000 000 «Relevé de participation au RRQ» (B-25-1)	13 040,00 \$	1 : Appel d'offres sur invitation
54008	Datamark Systems	Impression de 1 000 000 «Chèque du Régime de rentes» (B-010) + 100 000 «Chèque du RRQ avec talon pour avis d'acceptation ou de modification» (B-013)	11 856,00 \$	1 : Appel d'offres sur invitation
55025	Bell Canada	Divers travaux de programmation sur les PBX de Place de la Cité, Montréal et Hamel pour la période du 1er avril 2001 au 31 mars 2002 (Via A.O.#55023)	22 000,00 \$	1 : Appel d'offres public
56380	Imprimerie La Renaissance	Brochure «L'allocation familiale» - 55 000 exemplaires en français et 10 000 exemplaires en anglais	10 158,00 \$	1 : Appel d'offres sur invitation

LISTE DES CONTRATS EN SERVICES AUXILIAIRES

DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 7 MARS 2002

DE 10 000 \$ À 25 000 \$

NUMÉRO DE DBS	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	MODE D'APPROVISIONNEMENT
54016	Enveloppe Montréal	Impression d'un million d'«Enveloppe avec fenêtre» (A-203)	18 190,00 \$	1 : Appel d'offres sur invitation
56390	Imprimerie Solisco	Impression de 600 000 dépliants en français, de 85 000 dépliants en anglais pour «Vos prestations familiales»	22 605,00 \$	1 : Appel d'offres sur invitation
56542	KodaK Canada Inc.	Contrat d'entretien annuel de numériseur de marque KODAK pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002	16 915,00 \$	5 : Seul fournisseur en raison de droit exclusif
56543	Princeton Softech	Contrat d'entretien annuel de logiciels «Move, Access et comparex» pour la période du 1er juin 2001 au 31 mai 2002	20 335,00 \$	5 : Seul fournisseur en raison de droit exclusif
55019	Burntsand	Contrat d'entretien annuel du logiciel «HEAT For Windows» pour la période du 16 août 2001 au 15 août 2002	13 955,00 \$	5 : Seul fournisseur en raison de droit exclusif
56856	Tantia Technologies Canada inc.	Entretien annuel du logiciel relié à la sécurité pour prise de copies (Harbor) pour la période du 1er juillet 2001 au 31 aout 2002	11 960,00 \$	5 : Seul fournisseur en raison de droit exclusif
56611	Transcontinental (Interglobe)	Impression du «Guide de la planification financière de la retraite» 100 000 exemplaires en français + 10 000 exemplaires en anglais	24 420,00 \$	1 : Appel d'offres sur invitation

LISTE DES CONTRATS EN SERVICES AUXILIAIRES

DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 7 MARS 2002

DE 10 000 \$ À 25 000 \$

NUMÉRO DE DBS	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	MODE D'APPROVISIONNEMENT
56867	Inner Access	Entretien annuel du logiciel CMMT-PSM pour la période du 1er septembre 2001 au 31 août 2002	11 250,00 \$	5 : Seul fournisseur en raison de droit exclusif
56978	Business Objects Canada inc.	Entretien de la licence serveur et autres licences BO pour la période du 1er avril 2001 au 25 mai 2002 (\$ US)	11 804,00 \$	5 : Seul fournisseur en raison de droit exclusif
56983	Xenos Group	Frais d'entretien du logiciel de conversion de document (COLD) pour la période du 29 septembre 2001 au 28 septembre 2002 (\$ US)	10 800,00 \$	5 : Seul fournisseur en raison de droit exclusif
57162	Enveloppe Montréal inc.	Réimpression de 1 000 000 «Enveloppe avec fenêtre» (A-203)	18 650,00 \$	1 : Appel d'offres sur invitation
57163	Enveloppe Innova inc.	Réimpression de 600 000 «Enveloppe d'expédition de chèques RRQ» (B-015) + 250 000 version anglaise (B-015A) + 110 000 sans permis (B-015SP)	16 464,00 \$	1 : Appel d'offres sur invitation
57160	Enveloppe Innova	Réimpression de 1 200 000 «Enveloppe des T4» (B-739) + 40 000 sans permis (B-739SP)	21 973,00 \$	1 : Appel d'offres sur invitation
57549	Imprimerie Canada	«Le petit journal du bénéficiaire» (1 146 000 exemplaires en français et 218 000 exemplaires en anglais)	24 988,00 \$	1 : Appel d'offres sur invitation

LISTE DES CONTRATS EN SERVICES AUXILIAIRES

DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 7 MARS 2002

DE 10 000 \$ À 25 000 \$

NUMÉRO DE DBS	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	MODE D'APPROVISIONNEMENT
57556	Imprimerie Canada	Impression du dépliant «Planifier sa retraite» (800 000 exemplaires en français et 80 000 en anglais)	24 882,00 \$	1 : Appel d'offres sur invitation
57924	Group1	1 «Canadien Code 1» + entretien pour la période du 1er mars 2002 au 28 février 2003 (\$ US)	10 535,00 \$	5 : Seul fournisseur en raison de droit exclusif
57934	Candle Corporation	Entretien du logiciel informatique «OMEGAMON II - MVS» pour la période du 15 mars 2002 au 14 mars 2003 (\$ US)	18 169,00 \$	5 : Seul fournisseur en raison de droit exclusif
57924	Group 1 Software	1 Canadian Code 1 plus maintenance MVS et 1 Canadian Code 1 plus subscription MVS pour la période du 1er mars 2002 au 28 février 2003 (\$ US)	10 535,00 \$	5 : Seul fournisseur en raison de droit exclusif
57179	Enveloppe Concept inc.	Impression de 25 000 «Enveloppe Chèque de paye» (A-185) + 500 000 «Env. expédition chèque LPF» (H-051) + 25 000 «Env. expédition chèque sans permis» (H-051SP)	11 901,00 \$	1 : Appel d'offres sur invitation
58279	Aménagements Luc Chevalier	Fournir le matériel et la main-d'oeuvre pour couper des écrans (113) Artopex	19 210,00 \$	1 : Appel d'offres sur invitation
58055	Jet Copies	Reproduction de copies laser pour la période du 1er avril 2002 au 31 mars 2003	12 000,00 \$	1 : Appel d'offres sur invitation

LISTE DES CONTRATS EN SERVICES AUXILIAIRES

DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 7 MARS 2002

DE 10 000 \$ À 25 000 \$

NUMÉRO DE DBS	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION	MONTANT	MODE D'APPROVISIONNEMENT
58202	Bell Canada	Divers travaux de programmation sur les PBX de Place de la Cité pour la période du 1er avril 2002 au 31 mars 2003	22 000,00 \$	4 : Renouvellement prévu au contrat initial
57247	Mono Lino inc.	Fourniture de films, épreuves, color key, scans et services d'expert-conseil pour la période du 1er avril 2002 au 31 mars 2003	12 000,00 \$	4 : Renouvellement prévu au contrat initial
57185	Enveloppe Concept inc.	Impression de 600 000 «Enveloppe d'expédition avis annuel» (LPF-400)	12 270,00 \$	1 : Appel d'offres sur invitation
58214	Odysoft	Frais de services pour le soutien technique relatif à l'utilisation des logiciels Calabrio pour la période du 22 mars 2002 au 21 mars 2003	22 000,00 \$	4 : Renouvellement prévu au contrat initial
57935	NetIq Coporation	Entretien du logiciel AppManager pour la période du 1er avril 2002 au 31 mars 2003 (\$ US)	16 720,00 \$	5 : Seul fournisseur en raison de droit exclusif

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 9

OBJET : Suppléments à des contrats en 2001-2002

A.G.¹

Non

Description :

Voir tableau joint :

Liste des suppléments aux contrats du 1^{er} avril 2001 au 8 mars 2002.

État de situation :

Actions à venir et commentaires :

Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

**LISTE DES SUPPLÉMENTS AUX CONTRATS
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
(Question 9)**

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION DU CONTRAT	MONTANT INITIAL DU CONTRAT	PROCESSUS D'ACQUISITION	SUPPLÉMENT	MOTIFS DU SUPPLÉMENT	DEMANDEUR
46574	Société conseil Lambda	Amélioration et développement d'outils en organisation du travail et en services à la clientèle et au personnel	92 996 \$	Appel d'offres public	4 305 \$	Finalisation des activités «Mise à jour suite aux commentaires, intégration à la méthodologie de la Régie et transfert d'expertise» pour le projet «Présentation en image»	Direction de la performance
47862	Société conseil Lambda	Pilotage de projets informatiques pour le Régime de rentes du Québec	414 895 \$	Appel d'offres public	41 400 \$	Soutien technique supplémentaire requis par les équipes de pilotage de la Direction des cotisations et des prestations et de la Direction des programmes d'aide à la famille dans la mise en place des projets sous leur responsabilité	Direction des cotisations et des prestations
49567	Société conseil Lambda	Coordination du projet de la refonte du système supportant la <i>Loi sur les prestations familiales</i>	354 200 \$	Appel d'offres public	35 420 \$	Date de fin prévue du contrat modifiée du 31 août 2001 au 31 mars 2002 dû au report de certaines activités	Direction du soutien aux opérations

**LISTE DES SUPPLÉMENTS AUX CONTRATS
DU 1^{ER} AVRIL 2001 AU 8 MARS 2002
(Question 9)**

NUMÉRO DE PROJET	IDENTIFICATION DU FOURNISSEUR	DESCRIPTION DU CONTRAT	MONTANT INITIAL DU CONTRAT	PROCESSUS D'ACQUISITION	SUPPLÉMENT	MOTIFS DU SUPPLÉMENT	DEMANDEUR
50464	DMR Conseil	Support et conseil aux projets du Plan d'affaires de la Direction des programmes d'aide à la famille (volet continuité)	40 125 \$	Appel d'offres public	6 563 \$	Nombre élevé et complexité des changements additionnels devant être effectués à la suite de l'implantation du système ALFA	Direction des programmes d'aide à la famille
53222	AGTI Services conseils	Coordination et suivi des projets Optimisation du Centre d'appels, Simplification des communications écrites et Réforme du Régime de rentes du Québec	178 500 \$	Appel d'offres public	25 000 \$	Travaux supplémentaires relatifs au démarrage du projet Renouvellement de la prestation de services	Direction du soutien aux opérations
53263	Société conseil Lambda	Intégration des projets d'entreprise	65 450 \$	Appel d'offres public	6 930 \$	Travaux additionnels pour un projet pilote concernant l'établissement d'un deuxième quart de travail : <ul style="list-style-type: none"> • Détection et analyse des problèmes; • Vérification des opportunités; • Proposition de solutions; • Établissement d'un plan d'implantation 	Direction du soutien aux opérations
56276	Nurun	Révision du processus d'exploitation des données opérationnelles, analyse préliminaire	22 680 \$	Contrat négocié	3 780 \$	Préparation d'une présentation au Comité de gestion de la Direction des systèmes d'information pour prise de décision sur les suites à donner	Direction des systèmes d'information
56616	Confédération des Caisses populaires Desjardins	Production et diffusion de la revue <i>Prévoir</i> 2001-2002	111 600 \$	Fournisseur unique	5 800 \$	Production de 48 000 exemplaires de la revue <i>Prévoir</i> de janvier 2002 et distribution	Direction des communications

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 10

OBJET : Dépenses totales pour l'année 2001-2002 en téléphonie, frais de déplacement, mobilier de bureau et fournitures	A.G.
	Non

Description :

Coût total de ces dépenses pour l'année 2001-2002

État de situation :	<u>2001-2002</u>
1- Photocopie (location et coûts au volume)	85 100 \$
2- Télécopieur, téléavertisseur, cellulaire	
La dépense de télécopieur ne peut être identifiée car elle est incluse dans la dépense totale de téléphonie.	non disponible
Communications cellulaires :	34 549 \$
Téléavertisseur	4 881 \$
3- Dépenses reliées aux déplacements des employés :	656 000 \$
Le système comptable de la Régie n'enregistre pas les différentes composantes des dépenses reliées aux déplacements des employés.	
Les frais de transport sont estimés à :	473 000 \$
Les frais d'hébergement sont estimés à :	98 000 \$
Les frais de repas sont estimés à :	85 000 \$
4- Mobilier de bureau	203 800 \$
La Régie ne comptabilise pas ses acquisitions de mobilier aux opérations. Elle procède à la capitalisation des dépenses supérieures à 1 000 \$ et inclut l'amortissement de ses immobilisations aux dépenses d'opérations.	
5- Fournitures	90 000 \$
Ces dépenses comprennent l'ensemble des fournitures de bureau.	
Total pour 2001-2002 :	<u>1 074 330 \$</u>

Actions à venir et commentaires :

N/A

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 11

OBJET : Liste des véhicules fournis par la Régie des rentes du Québec

A.G.¹

Non

Description :

Aucun véhicule n'est fourni au personnel de la Régie.

État de situation :

Actions à venir et commentaires :

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 12

OBJET : Nombre et répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emplois au 8 mars 2002 et prévisions pour 2002-2003	A.G.¹
	Non

Description : N/A

État de situation :

a) Vous trouverez, ci-annexé, un tableau représentant la ventilation au 8 mars 2002.

b) Quant aux prévisions pour l'année financière 2002-2003, l'objectif de la Régie est de tendre de plus en plus vers les cibles gouvernementales fixées pour chacune des catégories représentées dans le tableau ci-annexé. Cependant la Régie, en tant qu'organisme gouvernemental, doit respecter les normes fixées par le Conseil du trésor et, par conséquent, elle recrute ses employés permanents et occasionnels à partir des banques de candidatures ainsi que des listes ministérielles et interministérielles.

Le 11 juin 1999, le gouvernement du Québec a formulé aux ministères et organismes un objectif visant à porter à 25 % la proportion des nouveaux employés provenant des communautés culturelles, anglophones et autochtones, afin de leur donner une représentativité comparable à leur poids démographique dans la société.

La Régie a participé activement à l'atteinte de cet objectif. Ainsi, parmi les 125 employés qu'elle a engagés entre le 1^{er} avril 2001 et le 8 mars 2002, 21 étaient membres de communautés culturelles, soit une proportion de 17 %.

Répartition des nouveaux employés membres de communautés culturelles par catégorie d'emploi entre le 1^{er} avril 2001 et le 8 mars 2002.

Catégorie	Régulier	Occasionnel	Total
Personnel de bureau	17	1	18
Techniciens	1	0	1
Professionnels	0	2	2
Personnel d'encadrement	0	0	0
Total	18	3	21

Actions à venir et commentaires : S.O.

**NOMBRE ET RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES,
DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, DES ANGLOPHONES ET DES AUTOCHTONES
SELON LEUR STATUT ET LEUR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR 2001-2002**

Catégorie d'emploi	Masculin			Féminin			- de 35 ans		35 à 54 ans		55 ans et +		Handicapé		Anglophone		Autochtone		Communauté culturelle		Total Régie	
	Nombre	% ⁽¹⁾	% ⁽²⁾	Nombre	% ⁽¹⁾	% ⁽²⁾	Nombre	% ⁽²⁾	Nombre	% ⁽²⁾	Nombre	% ⁽²⁾	Nombre	% ⁽²⁾	Nombre	% ⁽²⁾	Nombre	% ⁽²⁾	Nombre	% ⁽²⁾	Nombre	% ⁽²⁾
Haut fonctionnaire	3	75,0 %	0,28%	1	25,0%	0,09%	0	0,00%	3	0,3 %	1	0,09 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	4	0,37%
Cadre supérieur	27	79,4 %	2,51%	7	20,6%	0,65%	0	0,00%	26	2,4 %	8	0,75 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,09%	34	3,16%
Cadre intermédiaire	2	33,3 %	0,19%	4	66,7%	0,37%	0	0,00%	4	0,4 %	3	0,3 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	6	0,56%
Professionnel	191	51,9 %	17,77%	177	48,1%	16,47%	49	4,5%	291	27,0 %	27	2,5 %	4	0,37%	3	0,28%	0	0,00%	8	0,74%	368	34,23%
Personnel de bureau et technicien	200	30,7 %	18,60%	452	69,3%	42,05%	62	5,8%	520	48,4%	71	6,6 %	10	0,93%	4	0,37%	2	0,19%	26	2,42%	652	60,66%
Ouvrier	11	100 %	1,02%	0	0%	0%	2	0,2%	5	0,5	3	0,3 %	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	11	1,02%
Total	434	40,37	40,37%	641	59,63	59,63%	113	10,5%	849	79,0%	113	10,5 %	14	1,3%	7	0,65%	2	0,19%	35	3,25%	1075⁽³⁾	100%

19 mars 2002

(1) Représente le pourcentage par rapport à l'effectif total de la catégorie.

(2) Représente le pourcentage de chacune des catégories par rapport à l'effectif total de la Régie.

(3) Représente le nombre d'employés actif au 8 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 13

OBJET : Nombre de personnes ayant bénéficié du programme de départ volontaire	A.G.¹
	Non

Description :

S.O.

État de situation :

Cette question sera répondue par le Conseil du trésor.

Actions à venir et commentaires :

S.O.

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 14

OBJET : Congés de maladie, temps supplémentaire et vacances en 2001-2002 pour les ouvriers	A.G.¹
	Non

Description : N/A

État de situation :

a) Nombre de jours de congé de maladie pris par les **ouvriers**:

Mois	Nombre de jours de congé de maladie 2001-2002
Avril	0,0
Mai	3,0
Juin	1,0
Juillet	0,0
Août	0,0
Septembre	0,0
Octobre	13,0
Novembre	4,0
Décembre	14,0
Janvier	2,0
Février	1,0
Mars	0,0
Total	38,0

b) Nombre d'heures de travail supplémentaires réalisées par les **ouvriers** et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).

Vous trouverez, ci-annexé, le tableau représentant cette ventilation

c) Nombre de jours de vacances pris par les **ouvriers**:

Mois	Nombre de jours de vacances 2001-2002
Avril	3,0
Mai	1,0
Juin	9,0
Juillet	21,0
Août	29,0
Septembre	7,0
Octobre	1,0
Novembre	2,0
Décembre	7,0
Janvier	13,0
Février	0,0
Mars	0,0
Total	93,0

Actions à venir et commentaires : Comprend les données saisies en date du 8 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

OBJET : Congés de maladie, temps supplémentaire et vacances en 2001-2002 pour le personnel professionnel

A.G.¹
Non

Description : N/A

État de situation :

a) Nombre de jours de congé de maladie pris par les **professionnels**:

Mois	Nombre de jours de congé de maladie 2001-2002
Avril	205,0
Mai	244,0
Juin	125,0
Juillet	129,0
Août	125,0
Septembre	129,0
Octobre	200,0
Novembre	194,0
Décembre	111,0
Janvier	179,0
Février	134,0
Mars	6,0
Total	1791,0

b) Nombre d'heures de travail supplémentaires réalisées par les **professionnels** et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).

Vous trouverez, ci-annexé, le tableau représentant cette ventilation.

c) Nombre de jours de vacances pris par les **professionnels**:

Mois	Nombre de jours de vacances 2001-2002
Avril	120,0
Mai	173,0
Juin	794,0
Juillet	3343,0
Août	1051,0
Septembre	147,0
Octobre	102,0
Novembre	70,0
Décembre	549,0
Janvier	132,0
Février	62,0
Mars	113,0
Total	6 586,0

Actions à venir et commentaires : Comprend les données saisies en date du 8 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

OBJET : Congés de maladie, temps supplémentaire et vacances en 2001-2002 pour les cadres intermédiaires	A.G.¹
	Non

Description : N/A

État de situation :

a) Nombre de jours de congé de maladie pris par les **cadres intermédiaires**:

Mois	Nombre de jours de congé de maladie 2001-2002
Avril	0,0
Mai	3,0
Juin	0,0
Juillet	2,5
Août	0,0
Septembre	0,0
Octobre	0,0
Novembre	2,0
Décembre	0,0
Janvier	0,0
Février	1,0
Mars	N/D
Total	8,5

b) Nombre d'heures de travail supplémentaires réalisées par les **cadres intermédiaires** et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).

N/A

c) Nombre de jours de vacances pris par les **cadres intermédiaires**:

Mois	Nombre de jours de vacances 2001-2002
Avril	10,0
Mai	17,0
Juin	23,5
Juillet	25,0
Août	34,0
Septembre	0,0
Octobre	24,0
Novembre	0,0
Décembre	9,0
Janvier	6,0
Février	1,0
Mars	2,0
Total	151,5

Actions à venir et commentaires : Comprend les données saisies en date du 8 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

OBJET : Congés de maladie, temps supplémentaire et vacances en 2001-2002 pour les cadres supérieurs	A.G.¹
	Non

Description :N/A

État de situation :

a) Nombre de jours de congé de maladie pris par les **cadres supérieurs**:

Mois	Nombre de jours de congé de maladie 2001-2002
Avril	2,0
Mai	0,0
Juin	1,5
Juillet	2,0
Août	1,5
Septembre	0,0
Octobre	4,0
Novembre	10,0
Décembre	5,0
Janvier	2,0
Février	9,5
Mars	0,0
Total	37,5

b) Nombre d'heures de travail supplémentaires réalisées par les **cadres supérieurs** et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).

N/A

c) Nombre de jours de vacances pris par les **cadres supérieurs** :

Mois	Nombre de jours de vacances 2001-2002
Avril	20,5
Mai	7,0
Juin	170,5
Juillet	283,5
Août	112,5
Septembre	39,0
Octobre	9,5
Novembre	29,0
Décembre	84,0
Janvier	74,0
Février	15,0
Mars	16,0
Total	860,5

Actions à venir et commentaires :Comprend les données saisies en date du 8 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

OBJET : Congés de maladie, temps supplémentaire et vacances en 2001-2002 pour le personnel de bureau et les techniciens	A.G.¹
	Non

Description : N/A

État de situation :

a) Nombre de jours total de congé de maladie pris par le **personnel de bureau et les techniciens**:

Mois	Nombre de jours de congé de maladie 2001-2002
Avril	324,0
Mai	344,0
Juin	361,0
Juillet	280,0
Août	323,0
Septembre	441,0
Octobre	543,0
Novembre	457,0
Décembre	353,0
Janvier	388,0
Février	447,0
Mars	36,0
Total	4 297

b) Nombre d'heures de travail supplémentaires réalisées par le **personnel de bureau et les techniciens** et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).

Vous trouverez, ci-annexé, le tableau représentant cette ventilation.

c) Nombre de jours de vacances pris par le **personnel de bureau et les techniciens** :

Mois	Nombre de jours de vacances 2001-2002
Avril	442,0
Mai	402,0
Juin	1641,0
Juillet	4766,0
Août	2259,0
Septembre	483,0
Octobre	328,0
Novembre	366,0
Décembre	878,0
Janvier	837,0
Février	344,0
Mars	175,0
Total	12 921,0

Actions à venir et commentaires : Comprend les données saisies en date du 8 mars 2002

**Nombre d'heures de travail supplémentaires réalisées
par le personnel professionnel de la Régie des rentes et
répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires**

Exercice budgétaire 2001-2002

Mois	Nombre d'heures totales réalisées	Nombre d'heures payées	Montant \$	Nombre d'heures compensées
Avril	1 889,83	1 371,58	56 930,02	518,25
Mai	2 299,16	1 600,24	67 701,62	698,92
Juin	1 472,48	951,69	40 967,38	520,79
Juillet	763,99	480,66	19 929,74	283,33
Août	698,75	470,50	21 572,41	228,25
Septembre	1 034,85	701,43	30 041,07	333,42
Octobre	1 355,35	918,52	39 770,70	436,83
Novembre	1 626,27	938,35	39 657,56	687,92
Décembre	919,99	552,98	23 115,73	367,01
Janvier	461,74	258,50	12 367,26	203,24
Février	890,62	595,38	27 909,44	295,24
Mars	14,75	7,50	439,25	7,25
TOTAL	13 427,78	8847,33	380 402,18\$	4 580,45

15 mars 2002

Le tableau comprend les données saisies au 8 mars 2002

**Nombre d'heures de travail supplémentaires réalisées
par le personnel de bureau et les techniciens de la Régie des rentes et
répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires**

Exercice budgétaire 2001-2002

Mois	Nombre d'heures totales réalisées	Nombre d'heures payées	Montant \$	Nombre d'heures compensées
Avril	2 730,42	1 853,82	52 875,03	876,60
Mai	3 635,26	2 931,48	82 423,14	703,78
Juin	3 082,04	2 571,06	72 887,63	510,98
Juillet	3 294,77	2 909,81	80 273,44	384,96
Août	2 577,08	2 268,59	63 090,92	308,49
Septembre	2 405,49	1 927,96	54 726,53	477,53
Octobre	2 669,22	2 038,96	56 794,28	630,26
Novembre	2 144,08	1 495,90	42 975,07	648,18
Décembre	2 046,24	1 628,50	46 614,28	417,74
Janvier	2 213,91	1 768,62	50 832,97	445,28
Février	3 270,95	2 669,08	76 430,79	601 87
Mars	51,75	47,75	1 326,38	4,0
TOTAL	30 121,21	24 111,53	681 250,46 \$	6 009,67

15 mars 2002

Le tableau comprend les données saisies au 8 mars 2002

**Nombre d'heures de travail supplémentaires réalisées
par le personnel ouvrier de la Régie des rentes et
répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires**

Exercice budgétaire 2001-2002

Mois	Nombre d'heures totales réalisées	Nombre d'heures payées	Montant \$	Nombre d'heures compensées
Avril	127,00	127,00	3 187,95	0,0
Mai	127,50	127,50	3 237,93	0,0
Juin	76,50	76,50	1 963,71	0,0
Juillet	98,50	98,50	2 467,76	0,0
Août	6,00	6,00	128,34	0,0
Septembre	66,50	60,50	1 577,82	6,0
Octobre	77,0	46,00	1 106,16	31,0
Novembre	85,75	85,75	1 989,88	0,0
Décembre	71,0	71,00	1 627,82	0,0
Janvier	37,00	29,00	722,68	8,0
Février	108,50	108,50	2 646,76	0,0
Mars	25,25	25,25	632,72	0,0
TOTAL	906,50	861,50	21 289,53 \$	45,00

15 mars 2002

Le tableau comprend les données saisies au 8 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 15

OBJET : Effectifs ayant un traitement additionnel et un traitement supérieur au traitement normal pour l'exercice budgétaire 2001-2002	A.G.¹
	Non

Description : S/O

État de situation :

a) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi et par territoire habituel de travail, depuis 2000-2001.

Est produit en annexe, un tableau représentant cette ventilation pour chacune des années financières depuis 2000-2001

b) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :

Catégorie	Prime de fonction	%	Prime de chef d'équipe	%	Total	%
Femme	20	41,7	11	68,7	31	48,4
Homme	28	58,3	5	31,3	33	51,6
Total	48	100%	16	100%	64	100%

c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont à accomplir:

Femme	16
Homme	14
Total	30

Il s'agit des employés qui ont bénéficié d'un salaire plus élevé que l'échelle de traitement de leur corps d'emploi (ex : un cadre reclassé professionnel, un employé ayant un horaire majoré) ou un employé qui se situe entre deux échelons à la suite d'un reclassement (ex : un agent de recherche reclassé analyste)

Actions à venir et commentaires :S/O

Annexe
Évolution des effectifs réguliers en fonction par catégorie d'emploi
et par territoire habituel de travail

Année 2001-2002	Catégories								
	Région	Haut fonctionnaire	Cadre supérieur	Cadre juridique	Cadre intermédiaire	Professionnel	Personnel de bureau et techniciens	Ouvrier	Total
Bas-St-Laurent	0	0	0	0	0	0	4	0	4
Sag. Lac St-Jean	0	0	0	0	0	0	4	0	4
Québec	4	31	1	3	337	400	4	4	780
Mauricie	0	0	0	0	0	5	0	0	5
Centre du Québec	0	0	0	0	0	4	0	0	4
Estrie	0	0	0	0	0	4	0	0	4
Montréal	0	2	0	4	2	125	0	0	133
Outaouais	0	0	0	0	0	5	0	0	5
Abitibi-Témiscamingue	0	0	0	0	0	2	0	0	2
Total	4	33	1	7	339	553	4	4	941

Année 2000-2001	Catégories								
	Région	Haut fonctionnaire	Cadre supérieur	Cadre juridique	Cadre intermédiaire	Professionnel	Personnel de bureau et techniciens	Ouvrier	Total
Bas-St-Laurent	0	0	0	0	0	0	3	0	3
Sag. Lac St-Jean	0	0	0	0	0	0	2	0	2
Québec	4	31	1	4	315	350	3	3	708
Mauricie	0	0	0	0	0	3	0	0	3
Centre du Québec	0	0	0	0	0	2	0	0	2
Estrie	0	0	0	0	0	3	0	0	3
Montréal	0	2	0	3	2	74	0	0	81
Outaouais	0	0	0	0	0	3	0	0	3
Abitibi-Témiscamingue	0	0	0	0	0	3	0	0	3
Total	4	33	1	7	317	443	3	3	805 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Représente le nombre d'employés permanents en fonction à la fin de l'année financière

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 15

OBJET : Niveau des effectifs pour les cinq prochains exercices budgétaires et le nombre de postes occasionnels temporaires et contractuels	A.G.¹
	Non

Description : N/A

État de situation :

a) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour les cinq prochains exercices budgétaires.

Est produit en annexe, un tableau représentant cette ventilation pour chacune des années financières de 2002 à 2007.

b) Nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.

	Nombre	À la Régie depuis plus de 5 ans
Occasionnels	134	0
Temporaires	203	35 *
Contractuels	70	0

* Représente les employés occasionnels nommés temporaires dans le cadre des concours réservés pour le 55/60.

Actions à venir et commentaires :

N/A

Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour les cinq prochains exercices budgétaires

Année	Catégorie							Total
	Haut fonctionnaire	Cadre supérieur	Cadre juridique	Cadre intermédiaire	Professionnel	Personnel de bureau et techniciens	Ouvrier	
2002-2003	4	33	1	14	370	630	4	1056
2003-2004	4	33	1	15	380	650	5	1088
2004-2005	4	34	1	15	390	672	5	1121
2005-2006	4	34	1	16	395	700	5	1155
2006-2007	4	35	1	17	407	720	5	1189

15 mars 2002

Ces estimations tiennent compte de l'entente de gestion que la Régie des rentes a signé avec le Conseil du trésor qui prévoit une augmentation de 3 % de l'effectif par année. Bien que l'entente prenne fin le 31 mars 2004, nous présumons qu'elle sera renouvelée selon les mêmes modalités. Cette augmentation sera utilisée uniquement s'il y a un besoin.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 16

OBJET : Liste des baux pour les espaces loués par la Société immobilière du Québec	A.G.¹
	Non

Description :

La Régie des rentes du Québec n'a pas la responsabilité des baux pour les espaces loués par la Société immobilière du Québec.

Voir le tableau joint sur les ententes d'occupation signées avec la Société immobilière du Québec.

État de situation :

Actions à venir et commentaires :

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

Liste des ententes d'occupation avec la SIQ
au 1er mars 2002

LOCALISATION DES BUREAUX DE LA RÉGIE DES RENTES	TYPE ESPACE	SUPERFICIE LOCATIVE	SUPERFICIE RÉLLEMENT OCCUPÉE	SUPERFICIE INOCCUPÉE	COÛT DE LOCATION AU M.C.	COÛT ANNUEL DE LA LOCATION	COÛT DES AMÉNAGEMENTS	DURÉE DE L'ENTENTE	COMMENTAIRES
		M.C.	M.C.	M.C.	incluant frais SIQ	incluant frais SIQ	en 2001/2002		
Chicoutimi 255, rue Racine Est	Bureau	123,07	123,07	0,00	185,91 \$	22 880 \$	nil		
Drummondville 309, Rue Brock	Bureau	145,94	145,94	0,00	168,42 \$	24 579 \$	nil		
Hull 170, rue de l'Hôtel-de-ville	Bureau	199,17	179,17	20,00	150,96 \$	27 048 \$	nil		
Montréal 1055, René-Lévesque	Bureau	3 236,82	3 236,82	0,00	216,93 \$	702 163 \$	nil	2010-08-31	
Québec 670, rue Bouvier	Bureau	362,99	362,99	0,00	152,20 \$	55 247 \$	nil		
	Entrepôt	434,26	434,26	0,00	112,70 \$	48 941 \$			
	Atelier	1 222,16	1 222,16	0,00	126,21 \$	154 249 \$			
Rimouski 337, Moreault	Bureau	124,90	124,90	0,00	137,08 \$	17 121 \$	nil		
Rouyn-Noranda 33, Gamble	Bureau	133,09	133,09	0,00	177,02 \$	23 560 \$	nil		
Sainte-Foy 2600, boul. Laurier	Atelier	1 069,77	1 069,77	0,00	208,68 \$	223 240 \$	nil	2014-03-31	
	Bureau	16 600,89	16 600,89	0,00	203,18 \$	3 372 969 \$	nil	2014-03-31	
	Entrepôt	52,49	52,49	0,00	136,27 \$	7 153 \$	nil	2014-03-31	
Sherbrooke 200, Belvédère Nord	Bureau	127,39	127,39	0,00	231,79 \$	29 528 \$	nil		
Trois-Rivières 100, rue Laviolette	Bureau	161,96	161,96	0,00	145,86 \$	23 623 \$	nil		

4 732 300,36 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 17

OBJET : Firmes qui louent des espaces à la Régie des rentes du Québec en 2001-2002 à part la Société immobilière du Québec	A.G.¹
	Non

Description :

Tous les espaces de la Régie des rentes du Québec sont loués par l'entremise de la Société immobilière du Québec.

État de situation :

Actions à venir et commentaires :

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 18

OBJET : Liste du personnel du Cabinet du ministre en 2001-2002	A.G.¹
	Non

Description :

S.O.

État de situation :

Cette question sera répondue par le Cabinet du ministre.

Actions à venir et commentaires :

S.O.

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 19

OBJET : Liste des sommes versées en 2001-2002 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministère ou de l'organisme.	A.G.¹
--	-------------------------

Description :

Le concept de budget discrétionnaire n'existe pas à la Régie des rentes du Québec.

État de situation :

N/A

Actions à venir et commentaires :

N/A

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 20 A

OBJET : Crédits 2000-2001 et 2001-2002 du programme 3 des prestations familiales	A.G.

Description :

Expliquer la variation des crédits pour le programme 3 du ministère de la Famille et de l'Enfance qui se compose des prestations d'allocations familiales et d'allocations pour enfant handicapé ainsi que des coûts en soutien administratif.

État de situation

	Crédits 2000-2001	Crédits 2001-2002	Variation
1. Allocation familiale	611 700 000 \$	540 400 000 \$	(71 300 000 \$)
2. Allocation pour enfant handicapé	37 300 000 \$	38 400 000 \$	1 100 000 \$
3. Soutien administratif	16 630 000 \$	25 090 000 \$	8 460 000 \$
TOTAL - Programme 3	665 630 000 \$	603 890 000 \$	(61 740 000 \$)

1. Allocation familiale : La variation à la baisse des dépenses dans ce programme est attribuable notamment à l'hypothèse de croissance des revenus familiaux de 3 % en 2000 considérés dans le calcul de l'allocation familiale, ainsi qu'à l'annualisation de l'investissement fait par le gouvernement fédéral dans le cadre de la prestation fiscale canadienne pour enfants pour l'année 2000 annoncée lors du discours du budget fédéral de février 1999.

2. Allocation pour enfant handicapé : En ce qui concerne l'allocation pour enfant handicapé, la variation à la hausse provient d'un assouplissement au critère d'admissibilité à l'allocation pour enfant handicapé applicable depuis février 2000. La notion de « permanence du handicap » a été remplacée par celle de « la durée prévisible de un an du handicap ». L'impact se poursuit jusqu'en 2001-2002.

3. Soutien administratif : La variation des coûts du soutien administratif s'explique par le début du remboursement de l'emprunt contracté pour développer le nouveau système des prestations familiales ainsi que par l'augmentation des frais d'administration. Cette augmentation des frais d'administration s'explique principalement par les coûts d'entretien, d'opération et d'utilisation du nouveau système des prestations familiales, par une redistribution des frais communs suite à l'évolution du programme, à l'amortissement des équipements et par l'indexation des salaires et des autres dépenses. D'autres coûts ont également été prévus pour des ressources additionnelles nécessaires à l'administration du programme notamment pour percevoir et traiter la prescription des comptes à recevoir ainsi que pour traiter les allocations pour enfant handicapé.

Actions à venir et commentaires :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 20B

OBJET : Crédits périmés pour l'exercice 2001-2002 Programme des prestations familiales	A.G. Non
--	--------------------

Description :

Montants à périmé pour l'exercice 2001-2002
 Programme des Prestations familiales du ministère de la Famille et de l'Enfance

État de situation :

Les dépenses d'administration pour le programme des prestations familiales sont :

	Livre des crédits 2001-2002	Prévision 2001-2002	Écart
1. Allocation familiale	540 400 000 \$	534 908 500 \$	5 491 500 \$
2. Allocation pour enfant handicapé	38 400 000 \$	38 427 000 \$	(27 000 \$)
3. Soutien administratif	25 090 000 \$	22 615 000 \$	2 475 000 \$
TOTAL	<u>603 890 000 \$</u>	<u>595 950 500 \$¹</u>	<u>7 939 500 \$</u>

Note 1 : Les coûts prévus pour la communication à la Régie des renseignements nécessaires à l'application de la *Loi sur les prestations familiales* par le ministère du Revenu du Québec, sont inclus dans les dépenses du soutien administratif (646 200 \$).

Explications des écarts :

1. Allocations familiales :

La diminution des montants versés s'explique par l'augmentation des revenus des familles bénéficiaires qui est plus élevée que prévue.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 20 C

OBJET : Crédits 2001-2002 et 2002-2003 du programme 3 des prestations familiales	A.G.
---	-------------

Description :

Expliquer la variation des crédits pour le programme 3 du ministère de la Famille et de l'Enfance qui se compose des prestations d'allocations familiales et d'allocations pour enfant handicapé ainsi que des coûts en soutien administratif.

État de situation

	Crédits 2001-2002	Crédits 2002-2003	Variation
1. Allocation familiale	540 400 000 \$	529 411 700 \$	(10 988 300 \$)
2. Allocation pour enfant handicapé	38 400 000 \$	40 163 300 \$	1 763 300 \$
3. Soutien administratif	25 090 000 \$	26 370 000 \$	1 280 000 \$
TOTAL - Programme 3	603 890 000 \$	595 945 000 \$	(7 945 000 \$)

1. Allocation familiale : La variation à la baisse des dépenses dans ce programme est attribuable notamment à l'hypothèse de croissance des revenus familiaux considérés dans le calcul de l'allocation familiale.
2. Allocation pour enfant handicapé : En ce qui concerne l'allocation pour enfant handicapé, la variation à la hausse est due à une croissance du taux de prévalence des handicaps de nature mentale. Cette croissance est d'ailleurs observée depuis plus de quatre ans.
3. Soutien administratif : La variation des coûts du soutien administratif s'explique par le début de la première année complète du remboursement de l'emprunt contracté pour développer le nouveau système des prestations familiales ainsi que par l'augmentation des frais d'administration dont l'indexation des salaires et des autres dépenses.

Actions à venir et commentaires :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 21

OBJET : Ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral en 2001-2002.

A.G.¹

Description :

Ne s'applique pas pour les lois et programmes administrés par la Régie des rentes du Québec.

État de situation :

N/A

Actions à venir et commentaires :

N/A

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 22

OBJET : Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi	A.G.¹
	Non

Description :

S.O.

État de situation :

Cette question sera répondue par le Conseil du trésor.

Actions à venir et commentaires :

S.O.

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).



ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 23

OBJET : Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi

A.G.¹

Non

Description :

S.O.

État de situation :

Cette question sera répondue par le Conseil du trésor.

Actions à venir et commentaires :

S.O.

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 24

OBJET : Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics	A.G.¹
	Non

Description :

S.O.

État de situation :

Cette question sera répondue par le Conseil du trésor.

Actions à venir et commentaires :

S.O.

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 25

OBJET : Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère	A.G.¹
	Non

Description :

S.O.

État de situation :

Cette question sera répondue par le Conseil du trésor.

Actions à venir et commentaires :

S.O.

¹. Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 26

OBJET : Liste du personnel par catégories d'emploi avec double rémunération	A.G.¹
	Non

Description :

S.O.

État de situation :

S.O.

Actions à venir et commentaires :

S.O.

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION GÉNÉRALE 27 ET QUESTION SPÉCIFIQUE 20

OBJET : Dépenses effectuées en 2001-2002 dans les technologies de l'information	A.G.¹
	Non

Téléphonie, réseau, centre de traitement	
Évolution réseau informatique et téléphonie	58 256,0
Déploiement du centre d'appels en région	83 960,0
Équipement de télécommunication pour le projet: Renouvellement de la Prestation de Services (RPS)	298 265,0
Ordinateur central	
Acquisition d'espace-disque	181 226,0
Gestion espace magnétique : dérouleurs, logiciel	606 900,0
Postes de travail	
459 postes de travail Dell et Hypertec, 1 Apple	698 575,0
101 moniteurs haute résolution	113 650,0
Serveurs	
47 Serveurs Dell	403 818,0
Autres périphériques (dont équipements de présentatque et imprimantes)	
	100 522,0
Logiciels	
Entretien de produits Microsoft	725 000,0
Logiciels variés et acquisition de licences d'utilisation supplémentaires	300 466,0
Centre d'appels (Genesys)	74 100,0
Logiciel Analyse de trafic WEB pour le projet RPS	63 000,0
Logiciel de développement de petites applications FileMaker Pro	45 000,0
Formation	
Coût de la formation technologie de l'information	138 914,0
Programmation	
Projets de continuités et de développement (estimé au 28 février)	7 864 500,0

1. Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 28

OBJET : Projet GIRES : nombre d'ETC alloués et total des dépenses engagées et prévues	A.G.¹
	Non

Description :

La Régie a accepté de prendre part au projet gouvernemental GIRES à titre de site pilote.

État de situation :

ETC alloués au projet GIRES :

Quatre employés de la Régie sont prêtés à l'équipe gouvernementale GIRES. Ces coûts sont remboursés à la Régie par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Dépenses prévues pour le projet :

Cette question sera répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Actions à venir et commentaires :

S.O.

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 29

OBJET : Implantation du projet GIRES, une fois terminé : impact prévu sur le nombre d'emplois	A.G.¹
	Non

Description :

S.O.

État de situation :

Cette question sera répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Actions à venir et commentaires :

S.O.

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 30

OBJET : Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIRES	A.G.¹
	Non

Description :

S.O.

État de situation :

Cette question sera répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Actions à venir et commentaires :

S.O.

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 31

OBJET : Évolution de la masse salariale de chaque cabinet depuis 1994-1995 jusqu'à aujourd'hui	A.G.¹
	Non

Description :

S.O.

État de situation :

Ces données ont été fournies par les années antérieures.

Actions à venir et commentaires :

S.O.

¹. Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 32

OBJET : Liste de tous les abonnements de la Régie des rentes

A.G.¹

Non

Description :

Obtenir la liste de tous les abonnements et le coût selon les types (livres; journaux; magazines; bulletins électroniques et ou papier; clubs privés ou autres)

État de situation :

Notre système comptable ne nous permet pas d'avoir cette information détaillée.

Aucun abonnement à des clubs privés ou autres ainsi qu'aucun billet de saison ne sont payés.

Le montant total à la catégorie de dépenses «livres, abonnements et reliures» s'élèvent au 28 février 2002 à 90 457 \$.

Les principaux fournisseurs sont :

Les publications CCH	7 107 \$	
Carswell	1 205 \$	
Édition Rogers	1 340 \$	
Charles D. Spencer & Ass. Inc	2 153 \$	
Marché Larbofruit (journaux)	2 078 \$	
Société Québécoise d'information juridique	2 276 \$	
Institut de la statistique du Québec	1 100 \$	
Wilson Lafleur	1 071 \$	
Watson & Walker Inc.	1 088 \$	
Microsoft	3 156 \$	
Les Publications du Québec	<u>52 481 \$</u>	(1)
Total	75 056 \$	

(1) Comprend un montant de 42 000 \$ pour l'abonnement à la bibliothèque virtuelle en technologies de l'information. Cette bibliothèque virtuelle regroupe un ensemble d'abonnement auprès des firmes spécialisées en veille technologique. Ces abonnements sont négociés par la Direction générale des systèmes d'information de gestion (DGSIG) et sont facturés aux ministères et organismes sur la base du nombre d'analystes en informatique au sein de ceux-ci.

Comparaison :

	(12 mois) <u>2000-2001</u>	(11 mois) <u>2001-2002</u>
livres et abonnement	<u>103 053 \$</u>	<u>90 457 \$</u>

Actions à venir et commentaires :

N/A

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION : 33

OBJET : Internet	A.G. non
-------------------------	--------------------

Création du site et données sur la croissance des visiteurs

Le site de la Régie, en ligne depuis juin 1997, a été conçu à l'interne (architecture de contenu et concept graphique) et réalisé à l'externe par Néomédia au coût de 25 000 \$.

Depuis sa mise en ligne, le site de la Régie a connu une hausse de fréquentation constante. Globalement, le nombre moyen de visites quotidiennes est passé de 63 en 1997 (année de calendrier), à 168 en 1998, à 392 en 1999, à 752 en 2000, à 1 130 en 2001 et, depuis le début de 2002, à près de 1 700 visites par jour. Par ailleurs, la dizaine de courriels reçus par semaine a grimpé à plus d'une trentaine par jour, au cours de la même période. Cela révèle l'importance croissante de ce moyen d'information pour les clientèles de la Régie.

Il est, par ailleurs, important de souligner que le site de la Régie comporte, actuellement, plus de 1000 fichiers et que ce nombre est appelé à augmenter, de façon significative, au cours des prochaines années, avec la mise en place de plus en plus de services en ligne.

Conception du site de 1^{re} génération

Comme tous les sites de 1^{re} génération, le site de la Régie a été conçu avec les ressources et connaissances du moment, après consultation des directions de l'organisme sur l'information à diffuser. Les contenus ont été structurés par programme mais un effort d'adaptation des textes au Web a été fait.

Une politique de diffusion précisant les objectifs poursuivis et les clientèles visées, des principes directeurs quant à la langue de diffusion, au niveau de service et au type de contenu à diffuser, et établissant les responsabilités des principaux intervenants, a été produite au moment de la mise en ligne.

Entretien et mise à jour

Le site est sous la responsabilité de la Direction des communications qui produit la majeure partie du contenu. Deux ressources sont affectées au dossier à temps complet : une édimestre pour le volet contenu et un webmestre pour le volet technique. Des ressources en secrétariat et en graphisme contribuent aussi à la réalisation du site pour un total de 2,5 ETC par année. Une ressource occasionnelle est actuellement en poste pour la réalisation de formulaires cliquables et/ou transmissibles.

Les ajouts et modifications de contenus sont faits avec l'accord de l'édimestre, par le webmestre, l'édimestre et une secrétaire. Des mises à jour sont apportées deux ou trois fois par semaine. Par ailleurs, diverses bonifications sont apportées quotidiennement au site pour en améliorer la navigation, l'ergonomie, etc.

Refonte du site de 2^e génération.

Au cours de l'année 2000-2001, la Régie a procédé à une évaluation ergonomique de son site Internet (11 000 \$) avec la collaboration de ressources spécialisées en matière de recherche informatique (Centre de recherche informatique de Montréal [CRIM]). La Régie a également réalisé des groupes de discussion pour mieux identifier les besoins de ses clientèles internautes (7 270 \$). Ces travaux ont conduit la Régie à entreprendre la refonte de son site Internet dont l'implantation sera complétée en mai 2002.

À ce jour, les travaux réalisés auront permis à la Régie de modifier la page d'accueil et de modifier l'ensemble des contenus informationnels et d'apporter des améliorations à l'ergonomie du site mais sans toucher profondément à l'architecture de contenu du site. Le futur site adoptera l'approche « par événement de vie » retenue pour l'ensemble des outils de communication de la Régie. Les informations permettront également de se greffer aux grappes d'information en cours de développement au Ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration (MRCI) et s'inscrira dans la foulée du renouvellement de la prestation de services par voie électronique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 34

OBJET : Programmes spécifiques offerts aux jeunes(15-25 ans)	A.G. ¹
	Non

Description :

S.O.

État de situation :

Cette question sera répondue par le Secrétariat à la Jeunesse.

Actions à venir et commentaires :

S.O.

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 35

OBJET : Mission à l'étranger	A.G. ¹
	Non

Description :

S.O.

État de situation :

Cette question sera répondue par le ministère des Relations internationales.

Actions à venir et commentaires :

S.O.

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 36

Sera répondue par le Conseil du trésor

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION 37

OBJET : Évolution du nombre de régimes de retraite sous surveillance par la Régie et évolution du nombre de participants actifs	A.G.¹
	non

Description :

On constate une baisse du nombre de régimes de retraite sous surveillance. Cette baisse est accentuée pour les petits régimes de moins de 10 participants et de moindre intensité pour les régimes de 10 à 49 participants et les plus gros régimes.

Malgré la baisse du nombre de régimes actifs et en voie d'enregistrement (59 % de 1990 à 2002), le nombre de participants diminue peu (3 % de 1990 à 2002).

État de situation :

Évolution du nombre de régimes sous surveillance et du nombre de régimes actifs

	Régimes sous surveillance	Régimes actifs et en voie d'enregistrement	Diminution des régimes actifs et en voie d'enr.	Pourcentage de diminution
2002-02-28	1 989	1 811	128	6,60 %
2001-03-31	2 162	1 939	194	9,10 %
2000-03-31	2 478	2 133	84	3,79 %
1999-03-31	2 539	2 217	66	2,89 %
1998-03-31	2 684	2 283	46	1,98 %
1997-03-31	2 823	2 329	110	4,51 %
1996-03-31	3 047	2 439	125	4,88 %
1995-03-31	3 480	2 564	131	4,86 %
1994-03-31	4 028	2 695	281	9,44 %
1993-03-31	4 558	2 976	381	11,35 %
1992-03-31	4 997	3 357	542	13,90 %
1991-03-31	5 048	3 899	508	11,53 %
1990-03-31	5 123	4 407		

- Les régimes de retraite sous surveillance incluent :
 - les régimes actifs
 - les régimes en voie d'enregistrement
 - les régimes en voie de transfert (autre législation)
 - les régimes en voie de fusion à un autre régime
 - les régimes en voie de terminaison totale
 - les régimes en voie d'annulation

Causes de terminaison des petits régimes de retraite

- Resserrement des règles fiscales de Revenu Canada en 1987
- Mise en vigueur de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* en 1990, en particulier, l'augmentation de la complexité au niveau de l'administration des régimes
- La récession des années 1990 a entraîné la fermeture de plusieurs petites entreprises
- Autre réforme fiscale en 1992
- La Loi permet d'exclure de l'application de la plupart de ses dispositions les régimes de retraite comportant exclusivement des personnes rattachées à l'employeur au sens du *Règlement de l'impôt sur le revenu*. Au cours de 2000-2001, 165 régimes se sont prévalus de cette exclusion. Pour les 11 premiers mois de l'année 2001-2002, il y en a eu 118.

Évolution du nombre de participants actifs

	Nombre de participants actifs pour les régimes actifs et en voie d'enregistrement
2001-2002	545 000
2000-2001	543 000
1999-2000	532 000
1998-1999	520 000
1997-1998	520 000
1996-1997	529 000
1995-1996	525 000
1994-1995	530 000
1993-1994	546 000
1992-1993	553 000
1991-1992	564 000
1990-1991	562 000

Actions à venir et commentaires :

Il est prévu que d'autres régimes comportant exclusivement des personnes rattachées à l'employeur se prévoient de l'exclusion l'an prochain, mais dans une proportion moindre.

Il est également prévu qu'il y ait un passage de certains régimes de retraite vers les régimes de retraite simplifiés (RRS) en raison du projet de nouvelle réglementation (*Règlement sur les régimes soustraits à l'application de certaines dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite*). Il devrait s'ensuivre une diminution des régimes actifs puisque plusieurs régimes de retraite pourraient se transférer vers le même RRS.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

***DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE***

QUESTIONS SPÉCIFIQUES

***DOSSIER DE LA
RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC***

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DOSSIER DE LA RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

Questions spécifiques

1. Test de sensibilité à l'ensemble des hypothèses de l'analyse actuarielle pour le Régime de rentes au 31 décembre 1999 et au 31 décembre 2000.
2. Comparaison entre les projections démographiques retenues par le Barreau de la statistique du Québec et celles retenues par le rapport actuariel au 31 décembre 1997 et au 31 décembre 2000.
3. Nombre de demandes de retraite traitées pour les années 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001.
4. Nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers pour les années 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001.
5. Nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents pour les années 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001.
6. Nombre de jugements de divorce et de séparation en fonction du partage ou de la renonciation traités pour les années 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001.
7. Nombre et pourcentage d'employés qui traitent ces dossiers pour les années 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001.
8. Nombre d'heures supplémentaires payées à ces employés pour les années 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001.
9. Nombre et pourcentage de personnes entre 18 et 25 ans qui n'ont aucun gain admissible non ajusté pour les années 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001.
10. Nombre et pourcentage de personnes entre 26 et 35 ans qui n'ont aucun gain admissible non ajusté pour les années 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001.
11. Concernant le programme de congés parentaux préconisé par le gouvernement du Québec :
 - a. Dépenses encourues pour la mise en place du programme en 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001 et les prévisions pour 2002-2002.
 - b. Nombre de fonctionnaires et ou contractuels affectés à la mise en place du programme pour 1997-1998, 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001 et les prévisions pour 2002-2002.
12. Nombre et type de régimes de retraite administrés par la Régie des rentes du Québec. Pour chaque type :
 - a. Nombre de bénéficiaires.
 - b. Montants des régimes de retraite.
13. Toutes les études réalisées relativement à la mise en place d'une caisse d'assurance vieillesse privée, publique ou gérée conjointement entre les deux secteurs.
14. Dans les régimes complémentaires de retraite privés, combien y a-t-il de participants non actifs? :
 - a. À prestations déterminées.
 - b. À cotisations déterminées.
15. 60 % des surplus utilisés ont servi à améliorer les régimes. Quel pourcentage des montants utilisés a été attribué aux participants actifs et aux participants retraités?
16. Dans les régimes complémentaires de retraite, quel est le nombre de régimes qui sont en déficit à l'heure actuelle?
17. Dans les régimes complémentaires de retraite, quel est le nombre de régimes qui ont des surplus à l'heure actuelle?

Autres

18. Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique de Québec.
19. La liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère et ses organismes ou par un (des) employé (s) du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années.
20. Dépenses effectuées en 2001-2002 par le ministère et ses organismes dans les technologies de l'information :
 - a. Téléphonie.
 - b. Matériel informatique.
 - c. Logiciels.
 - d. Programmation.
 - e. Formation.
21. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION SPÉCIFIQUE 1

OBJET : Test de sensibilité des résultats et scénarios de rechange (#5)	A.G. ¹
	Non

Tests de sensibilité

Pour mesurer l'impact d'une variation des hypothèses démographiques et économiques sur les résultats de l'analyse actuarielle, il est nécessaire de faire des tests de sensibilité. Ces tests servent à mesurer l'écart qui se produirait si la réalité démographique et économique était différente des hypothèses retenues dans l'analyse actuarielle.

Les tests sont effectués pour les principales hypothèses et rendent compte de l'effet qu'aurait une réalité meilleure ou pire que celle qui est prévue dans le **scénario de référence**. À titre d'exemple, une augmentation de l'espérance de vie aura des répercussions à la hausse sur le coût du Régime et vice-versa. Par un test de sensibilité, il est possible de démontrer, chiffres à l'appui, la relation directe qui existe entre l'espérance de vie et le coût du Régime.

Ces tests sont présentés seulement à titre d'information. Le fait de les combiner ne permet pas de constituer un nouveau scénario, puisque les hypothèses ont été établies de façon individuelle et que la relation d'interdépendance qui les unit n'est pas prise en compte si on les combine. Par exemple, un contexte démographique qui prévoit un faible taux de fécondité pourrait présupposer un solde migratoire plus élevé qui permettrait de compenser en partie le faible taux de naissance. Toutefois, lorsqu'on combine les tests ayant une incidence à la hausse sur le coût du Régime, soit un faible taux de fécondité et un faible solde migratoire, le résultat n'est pas nécessairement cohérent.

Scénarios de rechange

L'analyse actuarielle a pour but d'apprécier la suffisance des fonds du Régime à long terme et le caractère permanent du taux de cotisation. À cette fin, elle présente une estimation des futures entrées et sorties de fonds et de la réserve. L'exercice consiste à élaborer un scénario de référence qui représente la meilleure estimation possible des hypothèses démographiques et économiques à partir de l'information dont on dispose au moment de produire l'analyse.

La proposition de produire des scénarios de rechange en fonction d'hypothèses moins susceptibles de se concrétiser risquerait de déplacer le débat vers les hypothèses retenues plutôt que sur les résultats et de créer plus de confusion chez la population. De plus, la fréquence plus rapprochée des analyses fournit l'occasion de réviser le taux de cotisation en fonction de l'expérience, rendant ainsi moins nécessaire la production de plus d'un scénario de référence.

1. Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex. : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION SPÉCIFIQUE 2

Différences entre le scénario démographique de l'analyse actuarielle au OBJET : 31 décembre 2000 et les projections démographiques de l'Institut de la statistique du Québec (#6)	A.G. ¹
	Non

Description

Contexte

Les plus récentes projections démographiques de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) datent du 1^{er} février 1999. Les perspectives démographiques sont publiées tous les cinq ans sur la base des données fournies par Statistique Canada à la suite du recensement quinquennal. Par conséquent, ces projections sont faites à partir du recensement de 1996 et des tendances récentes en matière de fécondité et de migration.

Lors de l'élaboration des hypothèses démographiques de l'analyse actuarielle du Régime de rentes au printemps 2001, on a étudié les dernières projections démographiques de l'ISQ, basées sur le recensement de 1996. Le Tableau 1 résume les principales hypothèses démographiques retenues dans les scénarios établis par l'ISQ, ainsi que celles qui ont été utilisées lors de l'analyse actuarielle. Il y a des différences dans ces divers scénarios.

Comme l'a récemment indiqué le Vérificateur général, « *la Régie a utilisé d'autres hypothèses démographiques que celles de l'ISQ, considérant qu'il s'agit des hypothèses les plus probables dans son contexte.* »

En effet, il importe de rappeler que les objectifs de l'ISQ dans le cadre des projections démographiques diffèrent de ceux de la Régie des rentes du Québec dans le cadre de l'analyse actuarielle. Le scénario de référence de l'ISQ repose sur les hypothèses les plus plausibles, compte tenu des tendances récentes. Ces projections servent d'indicateurs utiles pour situer l'avenir démographique du Québec et sa situation au sein du Canada si les tendances enregistrées dans les dernières années se poursuivent.

Dans le contexte de l'analyse actuarielle, le scénario retenu, tout en utilisant les tendances récentes, doit également prendre en considération les tendances historiques de façon à ne pas accorder une importance indue à des situations récentes qui peuvent être le résultat d'une conjoncture particulière. C'est surtout dans une perspective à long terme que se situe le choix des hypothèses, puisque l'analyse a pour but de projeter les entrées et les sorties de fonds du Régime et le niveau de la réserve sur une longue période pour assurer à la fois une saine évolution et un financement ordonné du Régime.

Le choix d'hypothèses trop liées aux tendances récentes pourraient occasionner des fluctuations importantes des résultats d'une analyse actuarielle à l'autre et entraîner des variations du taux de cotisation ou des ajustements aux prestations qui ne seraient pas justifiés, compte tenu des objectifs poursuivis et de la nature du Régime, qui est un régime de long terme.

Comparaison des hypothèses

- **Fécondité**

Dans le scénario de référence (moyen) de l'ISQ, l'indice synthétique de fécondité est de 1,5 enfant par femme, selon les tendances récentes. Dans l'analyse actuarielle, l'hypothèse retenue est de 1,65 à compter de 2015, ce qui donne un indice moyen de 1,6 d'ici à 2030. Cette valeur correspond à la moyenne de l'indice au cours des 30 dernières années.

1. Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex. : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION SPÉCIFIQUE 3

OBJET : Demandes de rente de retraite traitées en 1998-1999, en 1999-2000 et en 2000-2001 (premier niveau)	A.G.¹
	Non

Description :

Voici le nombre de demandes de rente de retraite traitées pour chacune des trois années financières :

Année	Nombre
1998-1999	67 249
1999-2000	68 913
2000-2001	73 320

État de situation :

En 1998-1999, 67 249 demandes de rente de retraite ont été traitées par nos services de première ligne. De ce nombre, 4 824 se rapportent à la conversion d'une rente d'invalidité en rente de retraite dans le cas où le bénéficiaire a atteint 65 ans au cours de l'année, et 2 183 résultent d'une division de la rente de retraite entre deux conjoints dans le cas où l'un des conjoints n'a pas cotisé au Régime. En 1998-1999, le taux d'acceptation des demandes de rente de retraite traitées en première instance a été de 96 %.

En 1999-2000, 68 913 demandes de rente de retraite ont été traitées. De ce nombre, 4 809 se rapportent à la conversion d'une rente d'invalidité en rente de retraite dans le cas où le bénéficiaire a atteint 65 ans au cours de l'année, et 2 014 résultent d'une division de la rente de retraite entre deux conjoints dans le cas où l'un des conjoints n'a pas cotisé au Régime. En 1999-2000, le taux d'acceptation des demandes de rente de retraite traitées en première instance a été de 96 %.

En 2000-2001, 73 320 demandes de rente de retraite ont été traitées. De ce nombre, 4 808 se rapportent à la conversion d'une rente d'invalidité en rente de retraite dans le cas où le bénéficiaire a atteint 65 ans au cours de l'année, et 1 934 résultent d'une division de la rente de retraite entre deux conjoints dans le cas où l'un des conjoints n'a pas cotisé au Régime. En 2000-2001, le taux d'acceptation des demandes de rente de retraite traitées en première instance a été de 96 %.

Actions à venir et commentaires :

S.O.

1. Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDES DE CRÉDITS – 2002-2003

QUESTION SPÉCIFIQUE 4

OBJET : Nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers pour les années 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001	A.G.¹
	Non

	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Nombre d'agents qui traitent exclusivement la rente de retraite	5	10	18
Nombre d'agents qui traitent la rente de retraite ainsi que d'autres types de rente	46	44	30
Nombre total d'agents qui traitent la rente de retraite	51	54	48
Pourcentage d'agents qui traitent la rente de retraite sur le total des agents affectés à l'attribution et au suivi des rentes	77 %	76 %	59 %

En 2000-2001, la diminution du nombre d'agents qui traitent la rente de retraite est due au fait qu'il y a maintenant plus d'agents qui traitent exclusivement ce type de rente, par rapport aux autres années. En 1999-2000, cette diminution n'était pas encore évidente, car les nouveaux employés n'ont été engagés que vers la fin de l'année financière et n'ont été productifs qu'au début de l'année 2000-2001.

À noter que les nouveaux agents engagés par la Régie reçoivent d'abord une formation sur un seul type de rente. En 2000-2001, la formation des nouveaux agents avait porté sur la rente de retraite.

ÉTUDES DE CRÉDITS – 2002-2003

QUESTION SPÉCIFIQUE 5

OBJET : Nombre d'heures supplémentaires payés à ces agents pour les années 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001	A.G.¹
	Non

Le tableau suivant indique le temps supplémentaire qui a été payé aux agents de rente pour des activités reliées au traitement de tous les types de rente pour chacune des années financières.

	1998-1999	1999-2000	2000-2001
<i>Temps supplémentaire payé (en heures)</i>	6 028	11 384	5 298

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION SPÉCIFIQUE 6

OBJET : Partage de droits	A.G.¹
	Non

Description :

Nombre de jugements de divorce, de séparation de corps et d'annulation civile de mariage rendus par la Cour supérieure du Québec en 1999-2000 et en 2000-2001, et nombre de partages effectués, de renoncations au partage et de demandes refusées par la Régie en 1999-2000 et en 2000-2001.

État de situation :

	1999-2000	2000-2001
Nombre de jugements rendus en matière de divorce, de séparation de corps et d'annulation civile de mariage	19 905	19 831
Nombre de partages effectués	8 941	8 889
Nombre de renoncations	7 859	7 940
Nombre de demandes refusées	953	769
Total	17 753	17 598

En 2000-2001, il y a eu 19 831 ruptures de liens matrimoniaux (divorces, séparations de corps et annulations civiles de mariage) qui auraient pu donner lieu à un partage des droits et la Régie a reçu 17 598 demandes de partage relatives à ces événements. Parmi les demandes présentées et les jugements reçus relativement à des événements de 2000-2001, 50,5 % ont effectivement fait l'objet d'un partage des droits et 49,5 % n'ont pas résulté en un partage ; dans 91,2 % de ces cas, les ex-conjoints y avaient déjà renoncé.

Action à venir :

S.O.

1. Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex. : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDES DE CRÉDITS – 2002-2003

QUESTION SPÉCIFIQUE 7

OBJET : Nombre et pourcentage d'employés qui traitent ces dossiers pour les années 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001	A.G.¹
	Non

<i>Étapes</i>	<i>Nombre d'employés</i>
<i>Préparation des dossiers</i>	6 agents de bureau dont la tâche est consacrée exclusivement au partage
<i>Analyse des jugements</i>	13 agents de rentes dont 60 % de la tâche est consacrée au partage

Le nombre d'agents affectés à cette activité a été le même au cours des trois dernières années.

ÉTUDES DE CRÉDITS – 2002-2003

QUESTION SPÉCIFIQUE 8

OBJET : Nombre d'heures supplémentaires payés à ces agents pour les années 1998-1999, 1999-2000 et 2000-2001	A.G.¹
	Non

Le tableau suivant indique le temps supplémentaire qui a été payé aux agents de rente, dont 60% de la tâche est consacrée au partage, pour chacune des années financières.

	1998-1999	1999-2000	2000-2001
<i>Temps supplémentaire payé (en heures)</i>	431 heures	215 heures	82 heures

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTIONS SPÉCIFIQUES 9 ET 10

OBJET : Nombre et pourcentage de personnes qui ont des gains cotisables ¹ au Régimes de rentes du Québec, selon l'âge, 1998 à 2001	A.G.¹
--	-------------------------

Description
Demandes de l'opposition

État de situation				
Nombre de personnes ayant des gains cotisables¹ au RRQ				
Groupe d'âge	1998	1999	2000 ^e	2001 ^e
18-19 ans	91 121	97 187	103 193	101 926
20-24 ans	321 452	329 816	358 513	358 105
25-29 ans	338 075	327 327	358 901	364 212
30-34 ans	401 955	369 478	395 587	387 943
Proportion de personnes n'ayant des gains cotisables¹				
Groupe d'âge	1998	1999	2000 ^e	2001 ^e
	%	%	%	%
18-19 ans	50,5	47,4	46,7	46,6
20-24 ans	31,5	31,5	30,9	31,0
25-29 ans	27,0	25,6	27,0	26,5
30-34 ans	26,1	25,1	24,2	23,7
e- estimation				
(1) - Gains au Québec supérieurs à l'exemption générale (3 500 \$); équivalent aux gains admissibles non ajustés.				

1. Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION SPÉCIFIQUE 11

OBJET : Programme de congés parentaux (Régime d'assurance parentale)

A.G.¹

Oui

Description :

Le tableau suivant cumule les jours-personnes (fonctionnaires ou contractuels) affectés au projet et les dépenses depuis le 6 janvier 1997, date du début des travaux à la Régie des rentes du Québec, soit :

- les travaux effectués entre le 6 janvier 1997 et le 11 décembre 1999 ;
- les travaux effectués depuis la relance du projet, le 1^{er} février 2000, jusqu'au 31 mars 2001.

Année financière	Jours-personnes travaillés (fonctionnaires ou contractuels)	Équivalents temps complet (ETC)	Dépenses engagées
1996-1997	705	3,2	256 200 \$
1997-1998	7 338	33,6	4 085 119 \$
1998-1999	1 690	7,7	1 006 515 \$
1999-2000	151	0,7	54 652 \$
2000-2001	4 476	20,5	2 431 900 \$
TOTAL	14 360	65,7	7 834 386 \$

Intérêt sur emprunt cumulatif (estimé) au 31 mars 2002

1 434 000 \$

GRAND TOTAL

9 268 386 \$

Les principaux efforts et coûts proviennent :

- du secteur des Ressources informationnelles, avec 63,0 % des dépenses;
- du secteur du Développement du programme, avec 8,7 %;
- du secteur du Pilotage, avec 8,1 %;
- et de la Direction du projet, avec 6,6 %.

Aucune dépense n'a été effectuée au cours de l'année financière 2001-2002 et aucun budget n'est prévu pour la prochaine année (2002-2003).

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION SPÉCIFIQUE 12

OBJET : Répartition du nombre de régimes de retraite administrés par la Régie des rentes, du nombre de participants et de l'actif selon le type de régime	A.G.¹
	Non

Description :

Statistiques sur les régimes de retraite sous la surveillance de la Régie des rentes au 31 décembre 2000, selon la dernière déclaration annuelle de renseignements reçue.

Type de régime	Nombre de régimes	Nombre de participants actifs	Nombre de participants non actifs	Nombre total de participants	Actif total (M\$)
Simplifié	13	15 480	0	15 480	106,7
Cotisation déterminée	870	75 082	6 228	81 310	1 880,7
Prestations déterminées	1 224	459 458	488 287	947 745	68 860,1
Total	2 107	550 020	494 515	1 044 535	70 847,5

État de situation :

Actions à venir et commentaires :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION SPÉCIFIQUE 13

OBJET : Études réalisées relativement à la mise en place d'une caisse d'assurance vieillesse	A.G.¹
	Non

Description

Demande de l'opposition

État de situation

La Régie n'a pas effectué d'études sur la mise en place d'une caisse vieillesse. Elle a cependant participé aux travaux d'un comité interministériel, sous la gouverne du ministère de la Santé et des Services sociaux. Les travaux réalisés par ce comité appartiennent à ce ministère.

1. Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION SPÉCIFIQUE 14

OBJET : Nombre de participants non actifs dans les régimes complémentaires de retraite selon le type de régime	A.G.¹
	Non

Description :

Statistiques sur les régimes de retraite sous la surveillance de la Régie des rentes au 31 décembre 2000, selon la dernière déclaration annuelle de renseignements reçue.

Type de régime	Nombre de régimes	Nombre de participants non actifs
Simplifié	13	0
Cotisation déterminée	870	6 228
Prestations déterminées	1 224	488 287
Total	2 107	494 515

État de situation :

Actions à venir et commentaires :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION SPÉCIFIQUE 15

OBJET : Utilisation des surplus pour l'amélioration des bénéfices des participants actifs et non actifs.	A.G.¹
	Non

Description :

Depuis la levée du moratoire sur les excédents d'actif lors de la terminaison d'un régime de retraite, en 1993, 60 % des excédents en moyenne sont attribués aux participants et 40 %, à l'employeur. En cours d'existence, on estime que 60 % des excédents d'actif utilisés l'ont été pour améliorer les prestations des participants, alors que 40 % l'ont été sous forme de congé de cotisation de l'employeur.

Les données compilées à partir d'un sous-ensemble de régimes indiquent que 60 % du coût des améliorations est au bénéfice des retraités et 40 %, au bénéfice des participants actifs.

État de situation :

Actions à venir et commentaires :

Le *Règlement sur les régimes complémentaires de retraite* a été modifié afin de permettre à la Régie des rentes de recueillir l'information détaillée dans les évaluations actuarielles. Le nouveau règlement est entré en vigueur le 21 mars 2002.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTIONS SPÉCIFIQUES 16 ET 17

OBJET : Dans les régimes complémentaires de retraite, quel est le nombre de régimes qui sont en déficit et en surplus à l'heure actuelle?	A.G.
	Non

Description :

Régimes à cotisation déterminée :

Un régime à cotisation déterminée accumule au nom de chaque participant les cotisations patronales et salariales conformément au texte du régime. Par définition, ce type de régime est toujours pleinement capitalisé et solvable, puisque le montant de rente que recevra le participant dépend entièrement des sommes accumulées à son nom au moment de la retraite.

Régimes à prestations déterminées :

Un régime à prestations déterminées prévoit, au moment de la retraite, le versement d'un montant de rente au participant pour chaque année de participation au régime, selon une formule déterminée dans le texte du régime. La *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* prévoit des normes actuarielles de capitalisation pour ces types de régimes, afin que les cotisations accumulées soient suffisantes au moment de la retraite pour respecter les engagements du régime. La méthode de capitalisation doit être conforme aux principes actuariels reconnus, présumer la permanence du régime et, notamment, prévoir l'évolution des salaires des participants.

Par ailleurs, la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* prévoit aussi des normes actuarielles de solvabilité qui visent à ce que chaque régime puisse respecter tous ses engagements en cas de cessation du régime. La valeur des droits du participant est alors établie selon les hypothèses et méthodes prévues par la loi et, dans le cas d'un régime de type salaire final, sans avoir habituellement à tenir compte de l'évolution future des salaires.

Un régime peut être déficitaire pour diverses raisons. Lorsqu'un employeur veut bonifier son régime en accordant des prestations supplémentaires pour des années antérieures à la date de modification, il doit assumer des coûts souvent très importants qu'il n'aurait pas le moyen d'acquitter en un seul versement. La loi encourage l'amélioration des régimes en permettant, par exemple, la création d'un déficit de modification dont le montant peut être amorti par des versements égaux échelonnés sur une période ne dépassant pas quinze ans. La présence d'un déficit selon l'approche de capitalisation ne doit donc pas être interprétée négativement. Un régime peut être déficitaire parce que son expérience a été moins favorable que celle prévue selon les hypothèses. Il y a alors détermination d'un déficit actuariel technique qui doit aussi être amorti sur une période maximale de quinze ans.

État de situation :

Les dernières données disponibles concernant la capitalisation et la solvabilité des régimes de retraite sont tirées, pour la plupart, d'évaluations actuarielles pour les années 1997 à 2000. Ceci vient du fait que la loi exige que tout régime à prestations déterminées soit évalué au moins tous les trois ans et aussi qu'elle permet un délai de 9 mois pour transmettre cette évaluation à la Régie. La loi stipule qu'un régime est excédentaire s'il est en situation de surplus tant selon l'approche de capitalisation que selon l'approche de solvabilité. Le tableau suivant, fait au 31 mars 2002, montre la situation des régimes sous la surveillance de la Régie qui affichaient un surplus par rapport à ceux qui enregistraient un déficit.

**Répartition des régimes à prestations déterminées selon
qu'ils sont en surplus ou en déficit en date de
la dernière évaluation actuarielle disponible**

Solvabilité et capitalisation	
Nombre de régimes	
excédentaires	déficitaires
548	258

Actions à venir et commentaires :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION SPÉCIFIQUE 18

OBJET : Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec	A.G.¹
	Non

Description :

S.O.

État de situation :

Aucune étude ou analyse n'a été effectuée.

Actions à venir et commentaires :

S.O.

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION SPÉCIFIQUE 19

OBJET : Liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par la Régie ou par un de ses employés au cours des cinq dernières années	A.G.¹
	Non

Description :

S.O.

État de situation :

Aucune société (OSBL) n'a été créée par la Régie ou par un de ses employés

Actions à venir et commentaires :

S.O.

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION GÉNÉRALE 27 ET QUESTION SPÉCIFIQUE 20

OBJET : Liste du matériel informatique acquis en 2001-2002	A.G.¹
	Non

Téléphonie, réseau, centre de traitement	
Évolution réseau informatique et téléphonie	58 256,0
Déploiement du centre d'appels en région	83 960,0
Équipement de télécommunication pour le projet: Renouvellement de la Prestation de Services (RPS)	298 265,0
Ordinateur central	
Acquisition d'espace-disque	181 226,0
Gestion espace magnétique : dérouleurs, logiciel	606 900,0
Postes de travail	
459 postes de travail Dell et Hypertec, 1 Apple	698 575,0
101 moniteurs haute résolution	113 650,0
Serveurs	
47 Serveurs Dell	403 818,0
Autres périphériques (dont équipements de présentatque et imprimantes)	
	100 522,0
Logiciels	
Entretien de produits Microsoft	725 000,0
Logiciels variés et acquisition de licences d'utilisation supplémentaires	300 466,0
Centre d'appels (Genesys)	74 100,0
Logiciel Analyse de trafic WEB pour le projet RPS	63 000,0
Logiciel de développement de petites applications FileMaker Pro	45 000,0
Formation	
Coût de la formation technologie de l'information	138 914,0
Programmation	
Projets de continuités et de développement (estimé au 28 février)	7 864 500,0

1. Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

QUESTION SPÉCIFIQUE 21

OBJET : Liste de classement de tous les documents offerts par la Régie des rentes du Québec tel que prescrit par la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i>	A.G.¹
	Non

Description :

Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* la liste de classement est disponible que pour consultation sur place.

État de situation :

S.O

Actions à venir et commentaires :

S.O.

¹ Indiquer (par oui ou par non) si, en principe, le contenu de cette fiche devrait servir à compléter les fiches de l'agenda des activités gouvernementales (ex : loi, règlement, décret, énoncé de politique, politique, programme, consultation publique, événement extérieur, activités de communication ou autre sujet susceptible d'influer sur les activités gouvernementales).